

dossier syndicats de soldats
la riposte s'organise

n° 682 du 13 au 20 décembre 1975 3 F 50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié



Tribune

socialiste

SOUS L'UNIFORME LE SOLDAT RESTE UN TRAVAILLEUR

DROIT SYNDICAL POUR TOUS



UNITÉ CONTRE LA REPRESSION

Sommaire

- GISCARD : régions connais pas !..... p. 4.
- ARMEE : Répression, riposte et mobilisation
Interview de soldats italiens p. 7-8 et 9-10
- SOCIAL : interview - Paris-Rhône, p. 5.
- ETUDIANTS : deux exemples de mobilisation
..... p. 11.
- SANTE : l'Ordre des médecins, les assises du
GIS, p. 12.
- CULTURE :
TV : un début peu convaincant, bonne volonté et
mascarade, p. 13.
- INTERNATIONAL
Liban : Le spectre de Chypre, p. 14.
Portugal : une nouvelle période p. 15

Semo (FOTOLIB), p. 3 - Lamy p. 4 - Maillac (Adja) p. 5-6 - FOTOLIB
p. 7-8 - Weiss (Adja) p. 11 - AFP p. 12-14 - dr. p. 13 - Miroglio p.
15-16.

Calendrier politique

Meetings PSU - Portugal

Au Havre le 15 décembre, avec Maurice Najman. A Thionville le 17
décembre, avec Maurice Najman.

Entreprise

Le 14 décembre à Saintes, journée formation sur l'entreprise —
débat par des militants ouvriers sur la rencontre de Besançon — film
sur la grève des imprimeurs de Darboy.

Santé

Samedi 20 et dimanche 21 décembre, 9, rue Borromée à partir de
9 h : les travailleurs et la santé — luttes d'usagers — médecins et
médecine.

La gazette ouvrière

Un trimestriel à lire, **La Gazette
ouvrière**. Abonnement pour 6
numéros : 40 F - BP 128 - 75963
PARIS.

Dans le numéro 3-4 qui vient de
sortir : Dossier Portugal : le mou-
vement populaire face à l'Etat ;

l'expérience du syndicalisme por-
tugais ; le pouvoir populaire dans
l'armée. Deux débats : la crise
des dictatures ; démocratie di-
recte et démocratie déléguée.

En vente dans tous les kios-
ques, réclamez-le.

Rectificatif

Dans l'article de M. Etienne (TS n°
681) des guillemets ont malencontre-
usement sauté, changeant tout le
sens de la phrase. Il fallait lire bien
entendu... malgré l'océan qui sépare
les « crimes » du premier...



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMENEN

Ont collaboré à ce numéro :

J. Cévennes - M. Echeverry - G. Feld-
man - C. Guerche - J. Jullien - V.
Leduc - J. Loup, Ch. et M. Najman -
G. Rollin - P. Silberstein - J.Y. Spar-
fel - St Sorel.

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F



othello

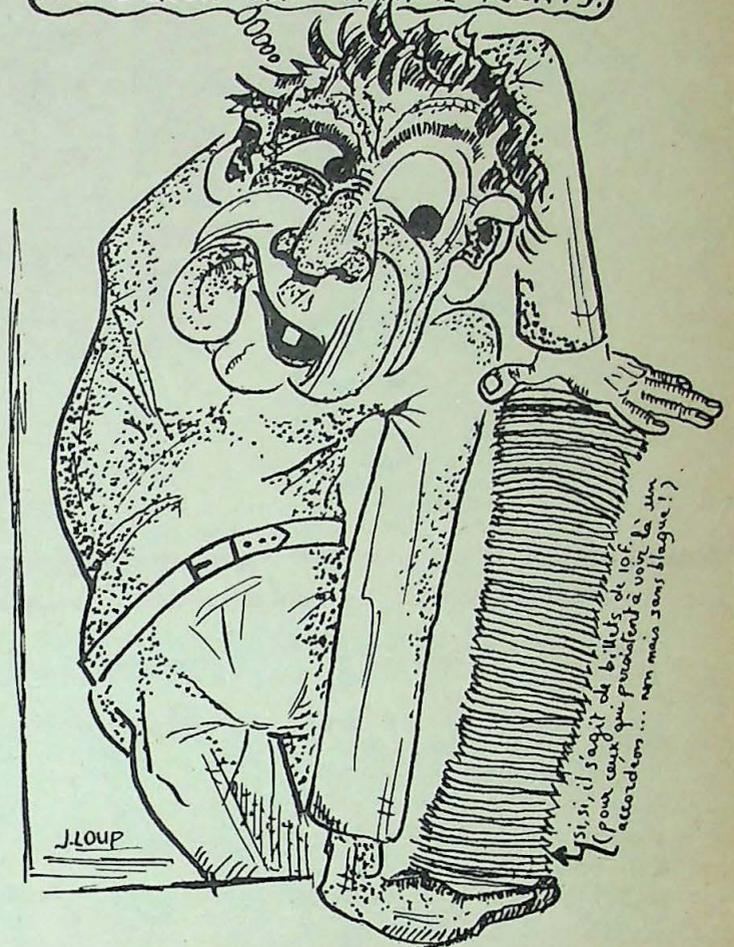
de WILLIAM SHAKESPEARE
m. en s. GEORGES WILSON
du 9 déc. au 25 jan. 1976

fragments pour
guevara

de PIERRE BOURGADE
m.en.s. MICHAEL LONSDALE
du 7 nov. au 21 déc. 75

17 rue Malte-Brun - Paris 20e
M° Gambetta - tél. 636.79.09

JE SUIS VACHEMENT ADOIT: J'ARRIVE À
PLACER MON ARGENT À GAUCHE DE LA
MAIN GAUCHE ET DE LA MAIN DROITE!
FOU CE QU'ON ARRIVE À FAIRE POUR TS!



un TS nouvelle formule !!!

Oui ! mais pour cela nous avons besoin de
vous !!! Doucement, mais sûrement,
nous y arriverons, camarades !!!

Ils ont répondu à notre appel :

OP - Talence : 20 F ; JM - Meulan : 30 F ; section entreprise Clermont-Ferrand : 100 F ; fédération de la Mayenne : 300 F ; AM - Gentilly : 200 F ; un sympathisant Paris 15e : 10 F ; AL - Garches : 50 F ; section de Nogent en Bassigny : 100 F ; YB - Belfort : 100 F ; section Crédit foncier : 250 F ; PJ - Bormes les Mimosas : 100 F ; section de Perpignan : 120 F ; Groupe Malakoff - Nantes : 180 F ; AR Béziers : 100 F ; section entreprise Hispano Suiza 330 F ; section Oullins-Rhône : 200 F ; JPL - Clamart : 200 F ; JMC - Villiers-le-Bel : 20 F - SD - Le Fayet 100 F ; CM - Saint-Gervais-les-Bains : 150 F ; Anonyme - Limoges : 1 500 F ; groupe centre Marseille : 300 F.

TOTAL 26 416,95 F

Tous ensemble nous ferons un nouveau
journal !!!

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

TS 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65





La brutale répression dans laquelle le pouvoir s'est engagé contre le mouvement des soldats et contre ceux qui le soutiennent a mis les organisations politiques de la gauche, les centrales syndicales, au pied du mur.

Après les attaques de Chirac dirigées contre le PS, les affabulations grandguignolesques sur le « complot international » et les accusations grotesques de Poniowski contre le PC, tout est fait pour donner à l'opinion le grand frisson de la patrie en danger. Traîtres sont les soldats syndiqués et tous ceux qui les soutiennent !

Devant cette offensive politico-policrière, que font les grands partis de gauche ? Ils reculent. Les conditions dans lesquelles le PS, le PC, suivis de la CGT et de la FEN, ont refusé de participer à la manifestation du 5 décembre, que nous avons soutenue, sont significatives.

Les deux principaux partis de gauche et la CGT ont mis en avant la nécessité d'une clarification politique sur la question de la défense nationale. Or les conceptions du PS et du PCF sont là-dessus diamétralement opposées. Le PCF opte pour une politique de la France seule en matière de défense. Le PS est partisan d'une défense « intégrée à un système international de sécurité ». Ce faisant, il tombe sous le coup de l'accusation que le bureau politique du PCF porte contre le pouvoir giscardien : « il détourne de plus en plus l'armée de sa mission nationale pour la mettre au service d'exigences étrangères ».

La seule base d'accord entre les deux partis, c'est la condamnation de l'« antimilitarisme » et de tout amalgame avec les « gauchistes ». Et ceci constitue, à leurs yeux, le préalable à l'action commune contre la répression gouvernementale.

L'antimilitarisme a de solides traditions dans le mouvement ouvrier, aussi bien socialiste que communiste. En le désavouant aussi vigoureusement, le PCF aussi bien que le PS illustrent la distance qui

les séparent de l'esprit révolutionnaire qui les anima en des temps héroïques. Mais ce n'est pas l'antimilitarisme qui se trouve aujourd'hui au centre de l'action des soldats. Nous ne sommes pas dans la phase de transition au socialisme. Ce n'est pas le problème de la destruction de l'Etat bourgeois et de son armée qui est posé, mais celui de la liberté d'expression et d'organisation à l'armée, liberté dont Edmond Maire a dit, avec force et lucidité, que sa forme la plus valable est la liberté syndicale.

Nul ne songe à imposer cette forme d'exercice du « droit d'association » inscrit dans le Programme commun. Cela, les partis de gauche le savent très bien. S'il y avait un piège du pouvoir, il consistait à montrer que les partis de gauche, devant une attaque de quelque envergure, renonceraient à tenir leurs propres engagements. Ils sont tombés dans ce piège, et, dans la brèche ainsi ouverte, l'offensive se poursuit contre la CFDT et contre les libertés syndicales à l'entreprise.

« Nous ne sommes pas, dit Georges Séguy, des inconditionnels de la solidarité intersyndicale ». Ces fortes paroles iront droit au cœur de la masse des travailleurs, de même que les propos de Georges Marchais se félicitant que les communistes ne soient pas parmi « les pêcheurs en eaux troubles ».

Le clivage qu'ils cherchent ainsi à établir ne correspond nullement à la volonté de solidarité et de lutte qu'expriment les travailleurs à Besançon, à Chaumont, à Strasbourg, entre autres exemples où cette volonté s'est manifestée avec puissance et dans la plus large unité.

Quelle que soit l'attitude des principaux partis de gauche, le PSU qui, avec la CFDT, a plusieurs de ses militants directement frappés par le pouvoir, poursuivra son action pour que s'élargisse le front de lutte contre la répression et pour l'exercice des droits démocratiques à l'armée. C'est la seule réponse politique qui n'entre pas dans le jeu du pouvoir.

Victor LEDUC

lettre du PSU au PC et au PS

Camarades,

Vous avez ensemble signé le Programme commun. Ce programme précise votre position sur le Service national. On y lit notamment : « un statut démocratique du soldat sera promulgué. Les droits et les libertés d'expression, d'association, de pensée, de confession seront garantis ».

Notre parti n'a pas participé aux négociations qui ont abouti au texte du Programme commun et ne l'a pas signé. Mais il a toujours affirmé qu'il était prêt à soutenir celles de ses propositions qui lui paraissent correspondre le mieux aux revendications des travailleurs.

Il en est ainsi en ce qui concerne les droits démocratiques des soldats. Le mouvement actuel dans l'armée est essentiellement orienté vers la conquête et l'exercice du droit d'association. Nous estimons, quant à nous, que c'est sous la forme d'une organisation syndicale liée

aux syndicats ouvriers que le droit d'association peut s'exercer de la façon la plus efficace et la plus responsable, en liaison avec le mouvement ouvrier. Mais nous n'avons jamais pensé faire de l'approbation de la forme syndicale d'organisation une condition de l'action commune pour défendre le droit d'association à l'armée.

Nous sommes aujourd'hui en présence d'une vaste provocation gouvernementale. Vous avez vous-mêmes parlé de manœuvres et de diversion. Mais on ne saurait dissimuler qu'elles sont le fait du pouvoir qui cherche

1° — à dénaturer le mouvement des soldats en lui attribuant des objectifs qui ne sont pas les siens, notamment en faisant croire qu'il s'est donné pour but de « détruire l'armée » ;

2° — à démanteler des organisations ouvrières au moment même où l'action contre la politique gouver-

nementale se développe et s'étend sur de nombreux terrains ;

3° — à briser l'unité du mouvement ouvrier en escomptant qu'il se divisera sur des problèmes que la majorité elle-même ne parvient pas à régler.

Ce sont des manœuvres gouvernementales qu'il faut dénoncer, et non pas un « antimilitarisme » qui n'exprime pas le sens du mouvement de masse des soldats et n'est qu'un faux prétexte à la répression.

Plutôt que de suivre le pouvoir dans la version mensongère qu'il donne des faits, les organisations ouvrières et démocratiques ont, nous semble-t-il, un intérêt commun à replacer le problème sur son véritable terrain : la défense des droits démocratiques des soldats et la lutte contre la répression gouvernementale. Comment la classe ouvrière et les masses populaires, comment la jeunesse pourraient-elles comprendre que des divergences d'appréciation sur telle ou telle forme d'organisation démocratique au sein de

l'armée soient un obstacle à une riposte commune ? D'autant plus qu'il s'agit également de l'attaque contre une organisation syndicale dont les militants sont particulièrement visés actuellement, la CFDT ?

Vous avez demandé que les positions respectives de chacun soient clarifiées en ce qui concerne les problèmes de l'armée. Cette lettre a pour objet de préciser les nôtres, comme l'a déjà fait la résolution de notre Direction politique nationale. Ce que nous demandons, avant tout, c'est en application de vos propositions communes, l'organisation immédiate dans l'unité la plus large de l'action contre la répression gouvernementale et pour la défense des droits démocratiques à l'armée.

Nous sommes prêts à en discuter avec vous dans les plus brefs délais.

Pour le Secrétariat national,
Michel Mousel
le 10 décembre

Des hauteurs de la « société libérale avancée », Giscard vient par deux fois, à Dijon d'abord, puis à la télévision, de prononcer sa sentence. Les régions n'existent pas, le département a mes préférences, mes amours vont aux communes.

 Admirable, cette dignité qu'il tient de son grand-père, Jacques Bardoux ! Il a très tranquillement renié tous ses propos de 1969, au moment où — face à de Gaulle — il exigeait que l'on aille beaucoup plus loin dans la régionalisation, et donc que les assemblées régionales soient élues au suffrage universel, l'exécutif régional étant élu dans chaque région par les assemblées de l'établissement public régional.

Le reniement

Mais pourquoi s'est-il renié ? Il ne pouvait le dire. Il ne devait pas le dire. Alors, il a tristement cherché. Et pour faire simple — et avec le mépris total de l'opinion qui le caractérise dans les affaires publiques — il a immédiatement fait gros.

Et de nous expliquer « **que les seuls pays qui s'étaient régionalisés étaient de grands pays (Etats-Unis, URSS, Chine ?)** ». Et de coller, sur l'écran de la télévision, la petite carte de France par rapport à l'immense Californie : des exemples de régionalisation (au demeurant discutables) existant en Suisse, Allemagne fédérale, Italie... pas un mot.

Et d'affirmer « **que le département, existant depuis longtemps, était devenu une unité naturelle** ». A croire que les unités administratives secrètent en elles-mêmes un sentiment d'appartenance, un réveil pour l'identification. Jamais raisonnement bureaucratique, technocratique, n'est apparu aussi clairement. Que Giscard n'est pas le Président de tous les Français, c'est bien évident depuis le premier jour. Qu'il cherche obstinément à se rallier tous les fonctionnaires d'autorité de l'appareil d'Etat, caractérise une démarche. La qualifie et la disqualifie.

Et de soutenir « **que la commune est le lieu même où toutes les concertations sont possibles, et où tout citoyen se reconnaît** ».

Monsieur le Président merci. La manière même dont vous attirez l'attention sur les communes, et leur rôle, va nous permettre de recentrer le débat et de montrer comment vous intégrez dans votre dispositif les communes, leur appareil, leurs services, et leurs investissements, dans le cadre général de votre politique. Intégrer, et quand cela n'est pas possible, encadrer est le fin mot de votre politique.

Car, au bout du compte, on a rarement vu se manifester avec autant d'éclat, ce qu'il est convenu d'appeler une « **politique politicienne** ».

le maître-mot d'une politique...

Les régions, connais pas ! dit Giscard. Il redoute, en effet, qu'à partir du moment où elles diraient avec clarté ce qu'elles veulent, elles ne dérangent les arbitrages, constamment effectués en fonction des seuls intérêts du capitalisme national et des multinationales.

Coordonnez messieurs, dit Giscard, en fonction des critères que je choisis et des décisions que j'impose. Si vous envisagez les choses autrement, j'ai un recours : la Cour de sûreté de l'Etat, pour démolition de l'Etat-Nation. A nous les Siméoni !

Les départements ? Les cantonales sont proches. Je les revalorise : les « **contrats de pays** » vont vous aider. Choisis, comme le dit l'ami Poniatowski, en fonction de la situation électorale et des élus concernés.



Enfin, le temps est venu de dire aux communes, je vous veux telles que vous êtes, et les modifications que vous réclamez seront satisfaites dans la mesure où vous saurez faire ami-ami avec moi.

... Je

38 000 communes en France. C'est bien. Désormais, le président est à leur écoute. Une par une. Comme il est à l'écoute de l'opinion, en s'invitant de temps en temps, en famille, chez un plombier ou un représentant de commerce.

Et pour que cela soit bien clair, désormais, tous ces problèmes font partie de mon domaine réservé, dit Giscard. Qui, du coup, interdit à tous ses ministres d'intervenir sur la question.

Il était une fois un régionaliste de circonstance, qui pensait à son avenir, fit chuter un certain général de Gaulle, parce que les mesures prévues n'allaient pas assez loin...

Il était une fois un équilibriste qui, parvenu aux plus hautes fonctions, découvrit que les mêmes qui avaient fait tomber de Gaulle, risquaient de s'en prendre à lui...

Il oubliait qu'entre temps, l'idée régionale avait pris corps. Que le rapport de forces avait changé.

Giscard connaît plus, disait-on toute la semaine, Porte de Versailles, où toutes les régions s'étaient rassemblées. Pour dire, sur le moment. Pour faire, après.

Christian GUERCHE ■

critique socialiste n°23

- La crise : Quelle origine, quel aboutissement ? Michel Etienne
- La crise actuelle du capitalisme, sa dimension économique, ses causes, son développement, Bernard Billaudot.
- La gauche italienne, Vittoria Foa.
- Les pays du Comecon et « la crise ».
- Débat entre Pierre Naville, Victor Fay, Paul Galard, animé par François Dalbert.
- Les formes du colonialisme français. Victor Fay.

CS, le numéro 12 F — Abonnement 5 numéros 50 F.

A adresser à : Ed. SYROS 9, rue Borromée 75015 PARIS CCP 19.706.28.

une répression sans relâche



Après plus de 20 jours de lutte, les travailleurs de Paris-Rhône ont dû rentrer sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications essentielles : 250 F pour tous et le paiement des jours de grève. Plus d'une vingtaine de travailleurs, les plus actifs dans le conflit, ont reçu une lettre de licenciement.

Une fois de plus, l'absence d'unité a pesé. Nous avons interrogé deux militants pour comprendre cette lutte : Alain, délégué syndical CFDT et un autre militant.

TS : Comment le conflit a-t-il démarré ?

Réponse : C'est en fait l'atelier d'outillage, (une soixantaine de personnes environ, la catégorie du personnel la plus mal payée) qui a décidé la grève illimitée, avec occupation, une semaine avant nous pour obtenir une augmentation de 250 francs.

Ce mouvement s'est nourri d'un ras-le-bol accumulé depuis de nombreux mois déjà, et notamment lorsque la direction a décidé en juillet dernier de nous faire récupérer les heures perdues pour chômage technique : des débrayages avaient eu lieu et, dans leur grande majorité, les travailleurs y avaient participé. Le 5 novembre, lors de la grève de l'EDF, nous pensions que la direction nous lock-outerait, mais ce ne fut pas le cas. Avec la CFDT, nous décidions de nous rassembler devant les portes de l'usine, tandis que la CGT appelait les travailleurs à rester dans leurs ateliers. A ce moment-là, on a vu que les travailleurs étaient prêts à se mobiliser.

TS : La direction n'a pas hésité à employer tous les moyens, à utiliser le chantage et les provocations. Une attitude délibérée de répression systématique en quelque sorte.

R. : Quelques heures après l'occupation, la direction a tenté d'empêcher la tenue des piquets de grève et les rassemblements devant les portes de l'usine. Elle ne cessait de nous harceler en nous insultant et a tout utilisé pour nous désarmer : ses milices patronales, le tribunal des référés pour nous expulser.

Maintenant que le travail a repris, elle est toujours décidée à « nous écraser ». Ce sont les propres termes de Charrière, à l'égard des militants de la CFDT. Il poursuit sans relâche une répression contre ceux qui ont participé activement à la lutte.

TS : Libération titrait à propos de Paris-Rhône « Immigrés, femmes, jeunes, un mélange explosif ». D'autres voulaient en

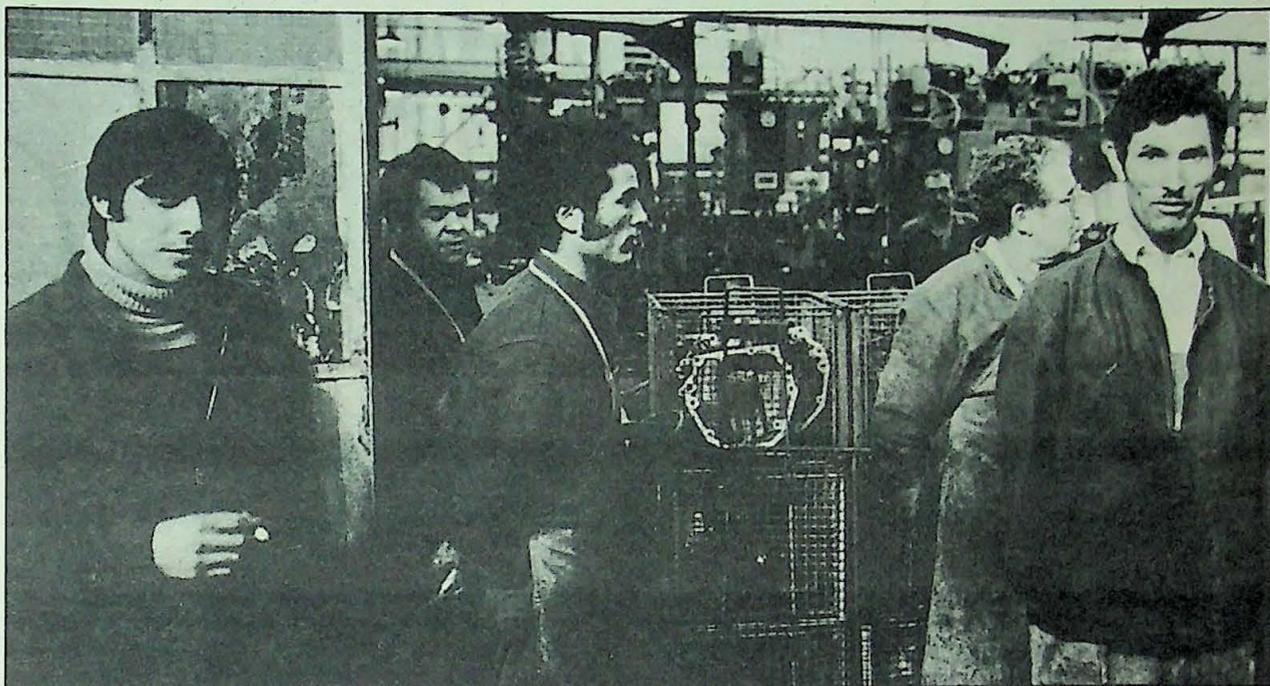
CGT n'a pas favorisé non plus cette prise en charge.

TS : Quelle a été la politique de la CGT tout au long du conflit ?

R. : Dès le début, la CGT s'est montrée réticente à la grève avec occupation ; elle appelait par tracts à des débrayages et la dénonçait comme « une grève mi-

leurbanne, puis à Mermoz, ils cherchaient un peu à se faire reconnaître comme le soutien « officiel ».

TS : Aujourd'hui, comment envisagez-vous de poursuivre l'action contre les licenciements et pour la défense de vos revendications ?



faire un conflit exemplaire de « l'extrême gauche ouvrière ». A quels problèmes vous êtes-vous heurtés ?

R. : Il y a eu une très grande combativité, en particulier des travailleurs arabes et turcs. La lutte a complètement démenti les analyses de la CGT qui estimait qu'à cause du genre de personnel, rien n'était possible.

Cependant, il y a naturellement des problèmes. La tradition syndicale était faible, le taux de syndicalisation peu élevé.

La CGT intervenait toujours de manière plaquée, sans permettre l'expression des travailleurs et de leurs besoins. La CFDT n'existe que depuis deux ans. Cela explique l'absence de direction réelle dans la lutte. D'une manière générale, les problèmes spécifiques des immigrés et des femmes n'ont pas suffisamment été pris en charge, même par nous pendant la grève, ce qui n'a pas favorisé leur participation. Les problèmes de traduction dans les diverses langues ont été négligés. Il n'y a pas eu de commission féminine. Le comportement de la

noritaire émanant d'éléments gauchistes ». Mais c'était elle qui, à ce moment-là, était minoritaire, comme en témoigne le vote du 11 novembre organisé par la CGT et la CFDT où 880 travailleurs ont répondu « oui à la grève totale » et 129 seulement pour des débrayages. Cette réticence ne s'est pas démentie tout au long du conflit, bien au contraire.

TS : On a beaucoup parlé du comité de grève.

R. : Le comité de grève rassemblait surtout les militants les plus combatifs (CGT, CFDT, et non-syndiqués) sans qu'ils soient élus en AG. Il aurait pu être une arme très efficace, mais la façon dont il fonctionnait était plutôt mauvaise. Il s'agissait beaucoup de polémiques et peu d'activités. Les travailleurs qui venaient avaient un peu de mal à s'y retrouver. Il y avait aussi des commissions de popularisation de la lutte à l'extérieur.

TS : Et le comité de soutien ?

R. : Il y a eu beaucoup d'initiatives diverses de soutien. Un comité de soutien est apparu à Vil-

R. : 25 lettres de licenciement ont été envoyées aux délégués syndicaux, aux représentants syndicaux CFDT, et à 2 délégués titulaires CFDT sur 3. Il s'agit donc clairement pour la direction de liquider une section syndicale CFDT combative, ainsi que tous les camarades CGT qui ont participé à l'animation de la grève.

Les derniers résultats des négociations, c'est 110 F pour le paiement des jours de grève et 3 à 6 % d'augmentation selon les catégories à répartir par la suite. Il faut donc continuer la lutte en s'appuyant à la fois sur la mobilisation à l'intérieur de l'entreprise (bien que le moral ne soit pas très haut aujourd'hui), et sur la mobilisation extérieure de tous les travailleurs qui sont concernés par ce qui se passe à Paris-Rhône. Bien entendu, l'action juridique sera aussi développée pour s'opposer aux licenciements, mais elle aura d'autant plus de poids que la mobilisation sera profonde et unitaire.

Propos recueillis par G. Rollin et G. Feldmann ■

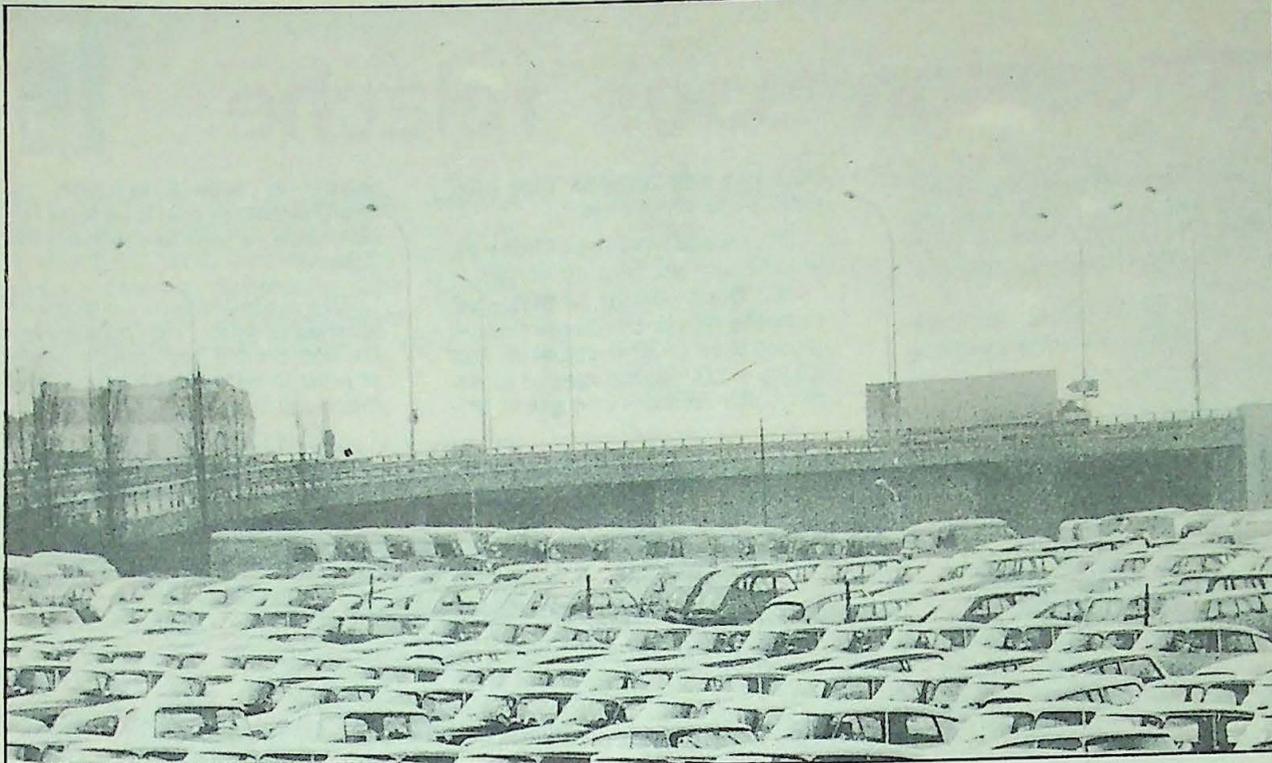
P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 98 / 99 LE SYNDICALISME A L'ÉCOLE	F. 4,00
Numéros disponibles :	
N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 26 Rosa Luxembourg	1,00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 42 - 43 - 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université	3,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52 - 53 - 54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56 - 57 Sionisme et libération	4,00

N° 70 - 71 - 72 Coopération du néo-colonialisme	4,00
N° 78 - 79 Sur la Question agraire	3,00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	2,00
N° 86 - 87 - 88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 89 - 90 - 91 Militier contre le militarisme, fascicule 1	6,00
N° 92 - 93 Une section du PSU à PARIS	4,00
N° 94 - 95 Militier contre le militarisme, fascicule 2	4,00
N° 96 - 97 Le Syndicat de la Magistrature	4,00
Abonnement 20 n°	F. 30,00

A adresser à :
Éditions Syros 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris.



peugeot

le lion rugit

Le 21 novembre dernier, un délégué de Peugeot à Montbéliard donne une circulaire du comité d'entreprise à deux ouvriers turcs, voisins de travail, pour une soirée culturelle. Sanction : deux jours de mise à pied pour Bernard Cuny (CFDT). Ce n'est qu'un des nombreux méfaits de la direction depuis le 29 août dernier.

Depuis la reprise après les congés, un durcissement très net s'est fait sentir : interdiction de faire des meetings sur l'autogare central, mises à pied et avertissements pour sept militants, sanctions pour prises de parole dans les ateliers et réfectoires, interdiction de distribuer la revue du comité d'entreprise *Dialogue* sur l'autogare à moins d'accepter la censure de Peugeot, interdiction aux chauffeurs de cars de faire pendre des tracts aux portières, interdiction de faire monter des cars au Fort-Lachaux à l'occasion d'activités culturelles organisées par la commission « Immigrés » du comité d'entreprise.

Une bataille est engagée, rien dans la loi ne garantit le droit d'expression, tout est fonction du rapport de force existant au moment de l'action !

Les syndicats CGT et CFDT sont confrontés à une dure réalité : ils doivent poursuivre leurs actions d'information pour contrebalancer la propagande patronale très active, mais aussi essayer de limiter les risques de répression plus grave, les licenciements par exemple. L'action collective est difficile dans le contexte actuel, mais des signes subsistent et apparaissent, montrant qu'ici et là les travailleurs s'organisent, agissent, préparant au prix de nombreuses difficultés les luttes de demain.

Des délégués mis à pied ont eu leurs journées payées par des collectes de camarades de travail. Des délégations de 50, 100, 200 ouvriers ont protesté contre les sanctions et les brimades, demandé l'amélioration des conditions de travail, participé à la journée nationale d'action du 2 décembre.

Caron-Ozanne :

une solidarité réciproque

Pour « fêter » leur sixième mois de lutte, les travailleurs de Caron-Ozanne ont organisé un meeting avec la participation de travailleurs en lutte sur l'emploi, de Bretoncelles, de Chaix et un représentant de LIP, R. Vittot.

Après une analyse de la situation dans l'imprimerie, les grévistes ont vu les problèmes particuliers aux luttes sur l'emploi : démission de la direction, pourrissement et isolement voulus par le patronat, rôle des pouvoirs publics. Ces derniers, jusqu'à présent, ont poussé au pourrissement que jouait le patronat. Cela a d'ailleurs permis à Hersant de lancer un nouvel hebdomadaire sur Caen, ce qui n'est pas fait pour déplaire aux Républicains indépendants. Par contre, depuis peu, il semble que les pouvoirs publics inciteraient le patronat à en finir avec cette lutte.

Les grévistes de Caron-Ozanne, non seulement, mettent leur outil de travail au service des luttes, mais encore, ils impriment un journal *Ouest-Licenciement* qui se donne pour but d'être le support des liaisons entre les travailleurs en lutte. Ils gênent les pouvoirs publics pour l'offensive qu'ils ont décidée de mener contre la classe ouvrière.

Samedi dernier ils ont pu vivre d'une façon intense cette façon d'être « grévistes au service du mouvement ouvrier ». Les organisateurs (CFDT - PSU - LCR - OCR -

PCR - TC - Vie nouvelle - ASF) de la manifestation du mardi 9, contre la répression, leur ont demandé d'imprimer affiches et affichettes. Dans les huit heures qui ont suivi, ils ont tiré 10 000 affiches et 5 000 affichettes pour apporter leur contribution maximum contre l'offensive des pouvoirs publics.

En effet, ils sont conscients que la victoire de leur lutte pour le maintien de l'emploi est liée à la mobilisation qui se fera contre la tentative du pouvoir de porter des coups contre les représentants du mouvement ouvrier.

Mais ils ont aussi vécu cette « solidarité réciproque » lorsque les militants, venant chercher les affiches pour la manifestation, prenaient en même temps des *Ouest-Licenciement* pour en assurer la diffusion. Ainsi c'est plus de 30 000 exemplaires de *Ouest-Licenciement* que la CFDT a emportés pour les diffuser.

Ceci illustre donc au mieux la nécessité d'une liaison directe toujours plus profonde parmi les travailleurs en lutte afin d'opposer au pouvoir et au patronat une force capable de le faire reculer.

En bref...

● **TEPPAZ (Lyon)** : après 8 mois de lutte, les ouvriers ont imposé la reprise d'activité de leur entreprise. Ils démontrent ainsi que les travailleurs ont raison de ne pas baisser les bras lorsque les directions et le pouvoir affirment que les licenciements sont inéluctables.

● **SYMAX (Rupt-sur-Moselle)** : les travailleurs de la Symax en grève contre le licenciement d'un délégué syndical CFDT, Philippe Antoine, se sont donnés de nouveaux moyens de lutte : ils fabriquent et vendent, depuis le gala de soutien organisé le 5 décembre, des objets artisanaux par le canal des unions départementales CFDT. Le 3 décembre, avec une centaine de travailleurs de la région, ils ont participé à un meeting-débat sur les luttes et leur popularisation animé par Charles Piaget. Ils comptent bien obliger Durafour à revenir sur sa décision.

● **METRIX (Annecy)** : depuis le 5 novembre, 250 ouvriers de cette usine, attachée à ITT, sont en grève illimitée et occupent le restaurant d'entreprise pour obtenir une cinquième semaine de congés payés, des promotions pour les OS, 100 F. d'augmentation uniforme. Un comité de grève, réunissant syndiqués et non syndiqués, s'est constitué. La direction n'a proposé que des miettes jusqu'ici (augmentation de 1 % au choix au 31 décembre).

● **COMPTOIR PHARMACEUTIQUE DE SAVOIE (La Ravoire)** : pour riposter contre la fermeture, organisée depuis juin dernier, d'une succursale de cette entreprise d'Annemasse, les 30 travailleurs licenciés avaient occupé les locaux entre le 18 et le 30 septembre. Expulsés par les CRS, ils avaient mis en lieu sûr une grande partie du matériel. Aujourd'hui, le patronat et les pouvoirs publics réclament la restitution de ce matériel pour envisager un reclassement des travailleurs. La CFDT refuse ce préalable et exige les pièces justificatives de la décision de licenciement. Elle rappelle les multiples attaques au droit syndical de la direction et demande aux pouvoirs publics d'intervenir réellement.

● **JAMS-SUD (Carpentras)** : chez ce fabricant de sièges, 180 emplois devaient disparaître. Après de multiples actions et débrayages, les ouvriers constitués en comités de défense ont, à 83 %, décidé de tenter de créer une coopérative ouvrière de production (après contact avec les ouvriers de Manuest). Ils ont le soutien du PSU. Ils organiseront bientôt une journée portes ouvertes.

LE PALACE

20 h

du mardi au samedi - dimanche 15 h

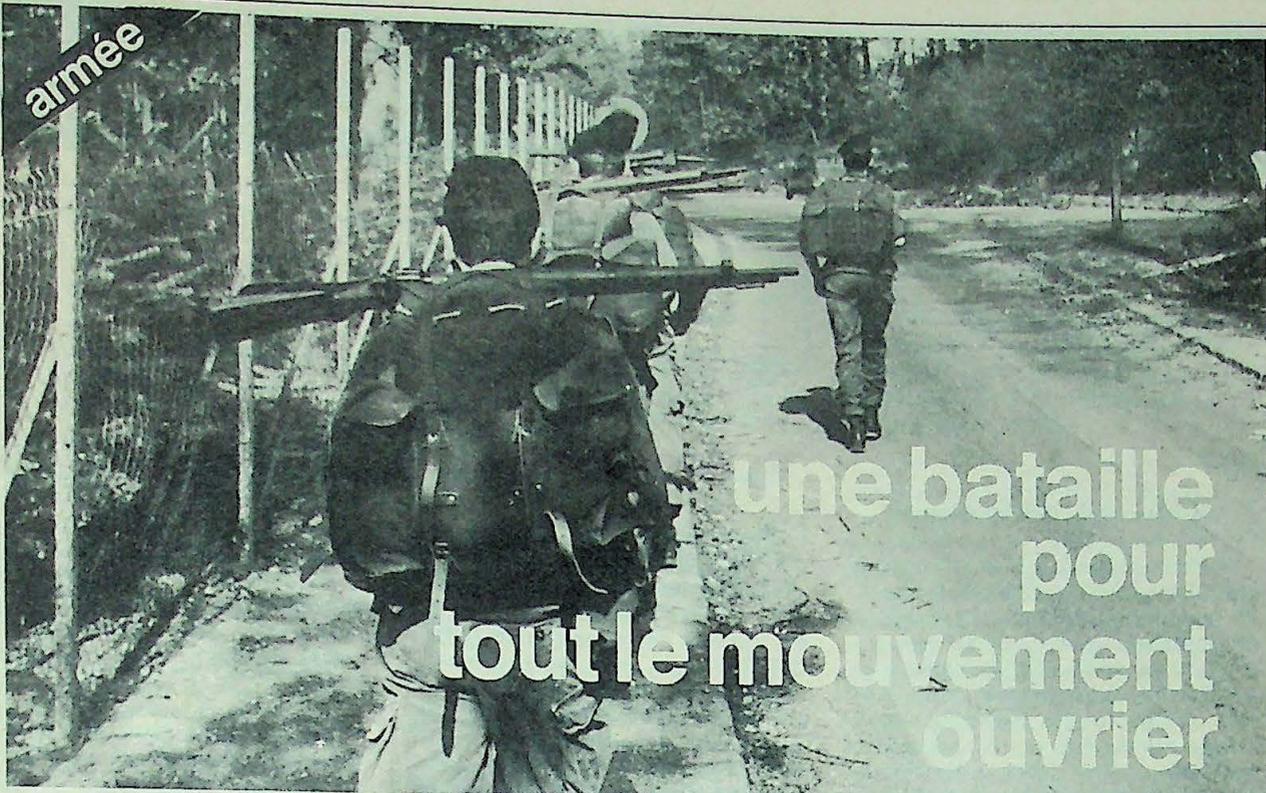
ALEXANDRA K.
d'André Benedetto

22 h 30

du mardi au samedi - dimanche 17 h

LA PYRAMIDE !
de Copi

8, rue du Fg Montmartre - 770.44.37



une bataille pour tout le mouvement ouvrier

La direction politique nationale (DPN) du PSU salue les soldats et les militants syndicalistes emprisonnés et leur exprime sa totale solidarité. Deux de ses membres, et plusieurs autres militants du PSU, sont victimes de la répression gouvernementale. Cette répression s'inscrit dans l'attaque générale menée par le pouvoir contre les libertés. Dans les entreprises, des centaines de militants sont licenciés, les agressions des milices patronales sont couvertes par le pouvoir, les manifestations des travailleurs du **Parisien Libéré** sont brutalement réprimées, le Syndicat de la magistrature est l'objet d'une campagne de dénigrement. Des menaces pèsent sur le droit de grève et sur les libertés syndicales.

C'est dans ce contexte que les droits d'association inscrits dans la Constitution sont refusés aux soldats traités en non-citoyens au sein de l'institution militaire. Ceux dont le seul crime est d'avoir revendiqué l'application de la Loi constitutionnelle, ou de les avoir soutenus, sont au-

jourd'hui traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, dont la suppression a été réclamée par le PSU comme par l'ensemble des forces démocratiques, et par de nombreux juristes.

En réalité, le pouvoir se saisit de l'affaire des soldats pour monter une vaste opération politique visant les partis de gauche et l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique. Face à une crise économique qu'il ne peut surmonter et qui ébranle le régime, il est à la recherche d'une solution de force pour sauver son autorité chancelante et regrouper sa majorité. Cette situation exige une riposte immédiate du mouvement ouvrier dans l'unité la plus large. En particulier, l'attaque directement lancée contre la CFDT, dont des responsables locaux et régionaux ont été incarcérés et inculpés, ne peut demeurer sans réponse. Cette attaque menace le droit des travailleurs à se regrouper et à se défendre au moyen de l'organisation syndicale. L'absence de réaction unitaire face à cette menace serait gravement préjudiciable à l'en-

semble du mouvement ouvrier. C'est pourquoi la DPN du PSU déplore que de grandes organisations comme le PCF, le PS, la CGT et la FEN n'aient pas participé à la manifestation du 5 décembre proposée par la CFDT.

La DPN du PSU soutient et soutiendra le mouvement des appelés, des engagés et des cadres pour la conquête des droits démocratiques à l'armée, la liberté de pensée, d'expression et d'association.

Ce qui est en jeu, pour le PSU, dans cette lutte pour l'exercice des libertés dans l'armée, c'est de mettre fin à la séparation entre celle-ci et l'ensemble de la société. Il s'agit d'autant moins de saper la défense nationale qu'il n'y a pas plus, aujourd'hui, de défense nationale que d'indépendance nationale de la France. Le gouvernement prépare, d'une part, l'intégration de l'armée française au dispositif atlantique sous commandement américain dirigé essentiellement contre l'Union Soviétique, et d'autre part, la guerre

contre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les travailleurs en lutte contre l'oppression capitaliste. Comme l'a montré la lutte contre le nazisme pendant la période de la Résistance, et plus récemment l'exemple vietnamien, l'indépendance nationale n'est véritablement prise en charge que lorsque se déploie l'initiative des masses, lorsque la défense du peuple est assurée par le peuple.

Comment une armée serait-elle capable de défendre les libertés démocratiques si on lui en refuse l'usage ?

Le mouvement de constitution de syndicats de soldats qui se développe ne s'est pas placé sur le terrain de l'antimilitarisme. Il répond aux aspirations exprimées par des milliers de soldats qui refusent un statut d'un autre âge et veulent maintenir leurs liens avec les autres travailleurs. Le syndicat, indépendant de la hiérarchie, permettrait aux soldats, engagés et cadres, de présenter leurs revendications à l'autorité militaire, localement et nationalement, comme le font tous les travailleurs, y compris les fonctionnaires de la justice, des services pénitentiaires et de la police : c'est précisément parce qu'il veut faire de l'armée un instrument de répression contre la lutte des classes, que le gouvernement prétend que le syndicat constitue une entreprise de destruction de l'armée.

Pour le PSU, l'organisation syndicale est l'une des formes d'exercice du droit d'expression et d'association dans l'armée, et s'inscrit dans le combat d'ensemble pour les libertés démocratiques.

C'est ce combat qu'il faut aujourd'hui mener dans l'unité sans exclusive.

La DPN du PSU s'adresse aux partis de gauche, aux organisations syndicales, et à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique, afin que soit organisée l'action commune pour la libération des emprisonnés et le respect des libertés.

DPN, 7 décembre

Dès 1972

En décembre 1972, le 8e congrès du PSU adoptait le Manifeste de notre parti. Nous en publions ci-dessous un extrait concernant l'armée. Remarquons que ce Manifeste a été adopté par ceux qui, aujourd'hui au PS, défendent des positions... pour le moins différentes. Michel Rocard, qui se disait volontiers « rédacteur principal » de ce document, n'a pas hésité, à la radio et à la télévision, à condamner la lutte pour le droit syndical à l'armée qui, pourtant, figure dans la plate-forme revendicative que défendait le Manifeste de Toulouse. Il est vrai qu'en trois ans beaucoup de choses se sont éclaircies...

Aujourd'hui comme par le passé, l'armée constitue le dernier rempart de l'Etat bourgeois contre toute révolte populaire. Mais cette fonction politique n'est pas la seule. Le maintien de l'armée de contingent traduit la volonté du pouvoir de dresser chaque année 300 000 jeunes pour les transformer en serviteurs serviles du capitalisme. De plus, le rôle économique de l'armée est loin d'être négligeable, tant à l'intérieur de la France où elle participe à la régulation de la croissance et aux déagements de superpro-

fits pour le capitalisme, qu'à l'extérieur où elle est garante du maintien des intérêts de l'impérialisme français.

Mais d'ores et déjà, le congrès affirme l'importance qu'il attache à un travail politique continu de longue haleine, à l'extérieur comme au sein de l'armée.

Il est absolument nécessaire d'unifier l'intervention de nos camarades sur l'armée. En tout état de cause, il faut défendre tous les militants luttant contre l'armée de la bourgeoisie, et prendre les initiatives nécessaires.

Dès aujourd'hui, quelques mots d'ordre peuvent susciter notre action :

- libération des insoumis et des objecteurs emprisonnés,
- un an c'est trop !
- réduction du temps de classe,
- liberté d'incorporation entre 18 et 25 ans,
- à bas la solde de misère de DEBRE !
- le SMIC pour les soldats !
- non au déracinement ; incorporation sur place !
- le contingent ne doit plus briser les grèves,
- solidarité avec les luttes des travailleurs,
- à bas les luttes coloniales ! liberté pour le Tchad !
- ouvrez les prisons militaires ! libérez les soldats emprisonnés !
- liberté d'information, liberté de discussion dans les casernes,
- droit politique et syndical dans les casernes.

Manifeste de Toulouse (décembre 1972)

De qui est-ce ?

« Le service des jeunes gens sera ramené à 6 mois, il pourra s'accomplir dans les unités de la région où est domicilié l'appelé et à partir de 18 ans... Les droits et les libertés d'expression, d'association, de pensée, de confession seront garantis. Le prêt sera relevé et indexé sur le SMIC, la gratuité instaurée sur tous les transports, la prime alimentaire augmentée, le temps de permission égal pour tous, les permissions agricoles rétablies. La préparation militaire organisée sur la base du volontariat sera contrôlée démocratiquement ».

aux attaques du pouvoir ;
gramme, dès aujourd'hui, en ripostant
Alors camarades, appliquez votre pro-
le MRG, soutenu par la CGT.
commun, signé en 1972 par le PC, le PS et
REPONSE : Page 101 du Programme

la riposte s'organise

Le pouvoir frappe et, chaque jour, on annonce de nouvelles arrestations ou des interrogatoires. Et pourtant, on reste stupéfait que l'unité sans exclusive sur ce qui peut et doit unir (la libération des emprisonnés, le soutien au combat des appelés et engagés pour les droits démocratiques et constitutionnels) ait tant de mal à se réaliser.

En attendant un « accord sur le fond », le PC, la CGT, et le PS se sont refusés nationalement à s'engager dans la bataille, alors que les divergences, qui existent, ne peuvent plus, aux yeux des travailleurs, servir de prétextes au sectarisme et aux amalgames. C'est pourquoi, tout en luttant pour l'unité, il n'était pas possible d'attendre, et c'est pourquoi, dans de nombreuses régions, la CFDT, appuyée par le PSU et d'autres organisations révolutionnaires, a pris l'initiative.

Ce qui frappe c'est, malgré les difficultés, l'ampleur des premières mobilisations et le fait que, souvent, elles ont entraîné les militants du PC, du PS et de la CGT, comme à Besançon ou à Bordeaux. A Joinville, au cours d'une réunion publique pour les élections partielles, tous les participants (responsables du PC et PS en tête) ont signé une pétition proposée par la section du PSU. A Toulouse, au centre de tri où travaillait un des inculpés de Cazeaux, 800 travailleurs (PC, PS, PSU, LCR, CGT, CFDT...) sur 1 200 ont signé un appel pour la libération de leur camarade de travail. C'est aussi la pétition CGT-CFDT qui circule à la BNP-Paris : dans cette entreprise, les 120 congressistes du congrès CGT des employés ont adopté une motion pour les libertés à l'armée. Comme à l'entreprise.

Dans certaines villes, le PC et la CGT, après avoir signé en commun avec les autres forces, retirent leurs signatures (comme à Toulouse) ou bien appellent unitairement à une manifestation mais ne mobilisent pas (comme à Charleville-Mézières, le 5). A Valence le PC, pour justifier son refus, va jusqu'à dire qu'il défend les libertés en général, mais pas celles qu'on lui propose de défendre en particulier. A Nancy, bien que la CGT ait retiré sa signature, 500 personnes ont manifesté le 9.

Ailleurs, l'unité se réalise et les manifestations sont considérables, comme à Chaumont, ou Strasbourg où (à l'appel du PSU, du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT, de la FEN, du SGEN, de l'UNEF, du MARC, de la MJC, des ES, de l'APF, soutenus par la LCR) 3 000 personnes ont manifesté le 8 (plus que le 1er mai). De même à Verdun.

Mais en général c'est à l'initiative

de la CFDT seule que les démonstrations ont eu lieu.

A Paris d'abord, le 5, où — malgré l'absence de quotidiens et le peu de temps de préparation (à peine une journée) — plus de 15 000 manifestants ont défilé de la République à la Bastille. Dans tout le cortège, le mot d'ordre le plus repris fut « à l'usine comme à la caserne, liberté syndicale ». Dans toute la France, les manifestations ont démontré qu'elles répondaient à une volonté de lutte immédiate : c'est la raison pour laquelle elles ont été des succès, comme par exemple à Montpellier, à Tours (1 000 participants aux cris de « travailleurs-soldats unis vaincra »), ou à Blois. Ailleurs, des initiatives sont en cours, comme à Marseille, Perpignan, Nancy (où l'assemblée des militants CFDT a décidé de manifester avec comme mot d'ordre « soutien aux syndicats de soldats »), ou Lille (où déjà une plate-forme commune a été signée par le PSU, la LCR, l'OCR, la GOP, la JEC, le MARC...). A Sens, c'est l'union locale CFDT, le PSU, le PS, le SNES, le SNETAA, l'AJS, et le comité de défense des soldats, qui déclarent ensemble que, sous l'uniforme, le soldat reste un travailleur et qu'il doit en garder tous les droits.

Partout, les sections du PSU convoquent des réunions unitaires larges pour organiser la riposte. Ce qui ne les empêche pas d'agir (comme à Lyon où, malgré les difficultés, un tract aux appelés a été distribué pour les informer de la situation).

A Paris, par exemple, tout en regrettant que la manifestation du 6 « contre le découpage électoral » n'ait pas pu être transformée en manifestation unitaire pour la libération des emprisonnés, plusieurs centaines de militants PSU se sont massés, place Saint-Augustin, et derrière une banderole, ont scandé des mots d'ordre au passage du cortège. Ils voulaient montrer par là leur volonté unitaire, en même temps que la nécessité pour tout le mouvement ouvrier de s'emparer sans attendre de la question des soldats et des syndicalistes inculpés. Dans cette manifestation, seul le cortège du PS, organisé par les militants du CERES, criait des slogans de solidarité aux emprisonnés : le PC et la CGT, qui formaient le gros du cortège, criaient sectairement « avec le PC pour les libertés », ou simplement, « Ponia démission ».

Ainsi la riposte s'organise et se développe, mais c'est maintenant tous ensemble qu'il faut frapper car le pouvoir compte sur la division des forces ouvrières et démocratiques.

M.N. ■

La mobilisation

● Besançon

Dès l'annonce de l'arrestation de Gérard Jussiaux, plusieurs centaines de militants ouvriers se sont concentrés devant le siège de l'union départementale (UD) CFDT. Dans les entreprises, l'émotion est forte. Des badges sont édités et, dans les ateliers, de nombreux travailleurs les portent : « je suis CFDT, donc susceptible d'être arrêté ». Dans la bibliothèque où travaille Valentini, un des militants CFDT arrêté, la grève jusqu'à sa libération a été décrétée.

Mais la riposte unitaire s'est développée, non sans problèmes : au cours d'une première réunion, la CGT refuse de s'associer aux autres organisations pour préparer une manifestation de rue. Mais, dans la nuit, près de 200 militants de toutes organisa-

tions travaillent d'arrache-pied pour populariser l'appel à la manifestation du 4. L'écho est si grand que, malgré la position de l'UD-CGT, plusieurs syndicats CGT (notamment ceux de Rhône-Poulenc et des compteurs Schlumberger) publient des tracts appelant à la manifestation.

Devant cette pression, la CGT et la FEN revoient leurs positions et une nouvelle réunion unitaire se tient en présence de plusieurs centaines de travailleurs et des caméras d'Antenne 2. La manifestation, très combative, regroupe 7 000 participants.

Le lendemain, 120 militants CFDT sont allés distribuer un tract aux appelés partant en permission. Face au nombre, la police n'est pas intervenue. De nouvelles initiatives sont prévues et on parle même d'arrêts de travail.

Liste provisoire des emprisonnés

● Appelés

— Cazeaux : Bianco Patrice (Fresnes); Feyrit Jean-Claude (Fleury-Mérogis); Oger Michel (Fresnes); Briand Michel (Fleury-Mérogis); Vincente Georges (Fresnes); Le Coachon Jean-Pierre (Santé); Mothe Patrick (Fresnes); Cassard Jacques (Fresnes).

— Besançon : Genot Alain (Santé); Gagnaux Jean-Noël (Santé); Guillemaut Alain (Fleury-Mérogis); Burginie (Fresnes); Morcelli Patrick (Fresnes).

● Civils

— Besançon : Jussiaux Gérard (Fresnes, division 3 — cellule 6 — écrou 652163); Valentini (Fleury-Mérogis).

— Bordeaux : Bourre Michel (Santé).

— Chaumont : Blondelle Lionel (Fleury-Mérogis); Chaudron Richard.

— Strasbourg : Murer; Jung (Fleury-Mérogis); Talpin Jean-Claude.

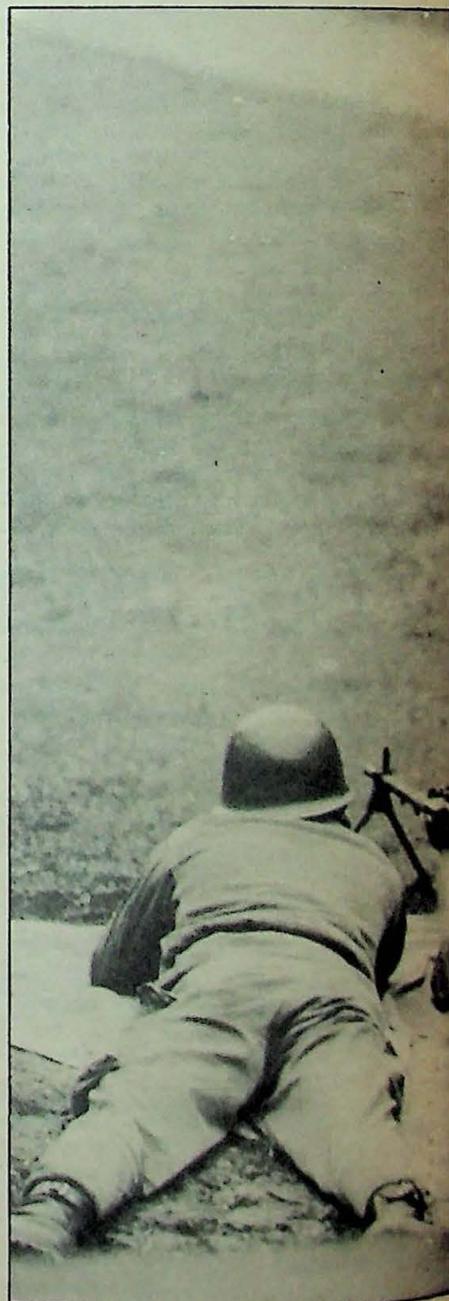
— Verdun : Baudoin Claude; Thierry Bernard.

— Aix-en-Provence : Gauthier.

● Ecrivez leur

— Prison de Fresnes : 1 avenue de la division Leclerc, 94251 - Fresnes

— Centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis : 7, avenue des Peupliers, 91705 - Sainte Genevieve des Bois.



armée, liberté syndicale

● Lettre ouverte à messieurs : Chirac, Poniowski, Lecanuet, Bourges.

Vous avez décidé d'emprisonner 17 soldats.

Vous avez décidé de perquisitionner dans plusieurs locaux syndicaux de la CFDT.

Vous avez décidé d'inculper et d'emprisonner de nombreux militants syndicalistes, dont Gérard Jussiaux et Valentini à Besançon (...).

Et pourtant, nous ne sommes ni en Espagne, ni au Chili, mais en France, pays régi par une Constitution qui en principe garantit les droits fondamentaux de tous les travailleurs (...).

Ces droits ont été acquis au fil des années par la lutte du peuple contre toutes les oppressions et tyrannies.

Mais ce combat n'est jamais terminé.

Vous préférez mettre des gens en prison plutôt que d'écouter ce qu'ils ont à dire.

Aujourd'hui, c'est à propos de l'armée que vous prenez des mesures répressives et inadmissibles. Vous reprochez à des soldats d'avoir voulu s'organiser démocratiquement pour la liberté des revendications concernant leurs conditions de vie.

Vous reprochez à des militants syndicaux de les avoir soutenus. C'est pour vous un crime d'atteinte au moral de l'armée, passible d'un tribunal d'exception, de la Cour de sûreté de l'Etat (...).

Nous demandons la libération immédiate de tous les emprisonnés et la reconnaissance effective des droits démocratiques dans l'armée. Si « porter atteinte au moral de l'armée » fait

— réclamer l'application de la Constitution à tous les citoyens, y compris les soldats,

— demander le libre exercice des droits démocratiques à l'intérieur des casernes, — aider des soldats en leur fournissant des moyens matériels de se réunir et de s'exprimer,

alors, nous affirmons que nous participons et que nous continuerons à participer à cette « entreprise de démoralisation de l'armée ».

Ce texte circule actuellement à Besançon et a déjà recueilli de nombreuses signatures.

● Bordeaux

Suite à l'arrestation de 8 soldats du comité de la base de Cazeaux, le pouvoir intensifie la répression en inculquant directement Michel Bourre, secrétaire général de l'UD-CFDT de Bordeaux. A travers ces arrestations, c'est tout le mouvement ouvrier et démocratique qui est visé. Une ri-

poste unitaire de tous les travailleurs s'avère indispensable.

Dans un premier temps, jeudi 4 décembre, le lendemain de l'arrestation de Michel Bourre, 2 000 manifestants ont répondu à l'appel de la CFDT.

Dans un deuxième temps, le vendredi 5, plus de 10 000 travailleurs répondant à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FEN et des organisations politiques PCF, PS, PSU, se rassemblent en un meeting unitaire avant de partir en manifestation. Au moment du départ, la CGT, le PS et le PC appellèrent à la dissolution, craignant « des provocations » de la part d'éléments incontrôlés, laissant les participants dans la plus grande confusion. Immédiatement, un représentant de la CFDT a pris la parole pour affirmer que ces dires étaient sans fondement et qu'une riposte de masse s'avérait plus que jamais nécessaire. En conséquence, le PSU et la CFDT assurèrent seuls la décision de poursuite de la manifestation.

Un millier de personnes au maximum restèrent avec la CGT et les partis de gauche alors que

plus de 8 000 travailleurs participaient en manifestation aux cris de « libérez nos camarades », « unité contre la répression ». Manifestation à laquelle participa le cortège de nombreux militants d'IDS, du CAM et CDA.

A la suite de cette manifestation, décision a été prise de reprendre les réunions avec les syndicats et les partis de gauche afin que l'unité la plus large puisse se reconstituer, avec comme objectif la lutte contre la répression et pour la libération immédiate de tous les emprisonnés. D'autre part, les organisations d'information et de soutien aux soldats en lutte — IDS, CAM et CDA — se réunissaient pour constituer un large comité de défense des prisonniers (soldats et civils).

Le PSU, quant à lui, a mis et mettra tout en œuvre pour exiger la libération de tous les inculpés, populariser la lutte des soldats pour l'obtention de leurs droits démocratiques, entre autres syndicaux, et montrer en quoi le gouvernement est en contradiction avec sa propre constitution assurant à tout citoyen le droit d'association et d'expression.



Appel

Quinze soldats viennent d'être inculpés et doivent être déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat, juridiction d'exception. Ils encourrent des peines de cinq à dix ans de prison. Le pouvoir veut ainsi interdire l'exercice des droits démocratiques à l'armée, et s'attaque par là-même à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique, comme le montrent les récentes déclarations du Premier ministre Chirac.

Des locaux d'organisations syndicales et politiques ont été perquisitionnés, des militants arrêtés et certains d'entre eux inculpés.

Les signataires de cet appel demandent la cessation des poursuites engagées contre les soldats et les militants ouvriers, et leur libération immédiate. Ils apportent leur soutien à tous les soldats qui luttent

pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, notamment le droit d'association au sein de l'armée.

Première liste de signatures :

Alain Even (avocat). Claude Bourdet (ancien membre du CNR). Edouard Depreux (ancien ministre). Yves Dechezelles (avocat). J.P. Vernant (compagnon de la Libération). Roger Pannequin (ancien officier des FTP). David Rousset (ancien député). Pierre Vidal-Naquet. Jean Cassou. Dyonis Mascolo. Maurice Nadeau. François Chatelet. Pierre Halbwachs. Michel Bosquet. Charles Bettelheim. Pierre Guyotat. Claude Mauriac. Georges Montaron. J.P. Faye. Louis Vallon (ancien député). M. Kriegel-Valrimont (ancien président de la Cour de Justice). Michel Larivière (professeur agrégé de médecine). Marguerite Duras. Michèle Foucault. Jean-Paul Sartre.

Simone de Beauvoir. Laurent Schwartz. Me Cohen-Bacri. Me J.P. Levy. Me J.J. de Felice. Me Odile Dhavernas. Jean-Pierre Vigier. François Kaldor (avocat). Mouvement d'action judiciaire. Fédération CFDT HA.CUI.TEX. Fédération CFDT construction et bois. Fédération CFDT bâtiment. Klein (secrétaire de la fédération CFDT cheminots). Jean-Marie Burguière (paysan du Larzac). Pierre Burguière (paysan du Larzac). Pierre-Yves de Boisson (paysan du Larzac). Michel Courtin (paysan du Larzac). Léon Vailet (paysan du Larzac). Jean Moron (paysan du Larzac). François Mathe (paysan du Larzac). Lény Escudero. 72 militants CGT-CFDT de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris. 8 ouvriers du Livre CGT. MRJC. CDJA et FDSEA (Jura). Paysans-travailleurs, mouvement écologique - 130 travailleurs de chez Chausson.

● courrier

« Je suis officier féminin de l'armée de l'air. Je suis absolument d'accord avec les initiatives prises par les comités de soldats en vue d'une démocratisation de l'armée, particulièrement dans le domaine de la liberté d'expression et d'association.

« Je pense que le moment n'est pas venu de débattre des revendications catégorielles comme le fait la déclaration des officiers et sous-officiers de l'armée de terre (telle qu'elle est parue dans *Le Monde*). Ces revendications sont du ressort des syndicats de classe à créer.

« Je regrette de ne pouvoir signer, mais vous pouvez faire état du contenu de cette lettre. »

témoignage

« Je suis secrétaire de la section PSU de Chaumont, membre de la DPN du PSU, membre de la CFDT, qui sur le plan national a déclaré qu'elle était solidaire des syndicats de soldats. Je considère que, dans l'état actuel des choses, il n'y a pas complot contre l'Etat, que les soldats qui revendiquent le droit de se syndiquer en tant que citoyens jouissant de tous leurs droits, comme les autres citoyens, ne font que demander l'application de la Constitution, qui reconnaît à tout citoyen français le droit d'association et la liberté d'expression.

« En conséquence, je déclare n'avoir rien à déclarer sur l'affaire du syndicat de soldats de Chaumont.

« Je précise que, lorsque je dis « je n'ai rien à déclarer », cela signifie « je ne veux rien déclarer ».

Déclaration de Claude Weidman, membre de la DPN du PSU lors de son interrogatoire.

armée

un mouvement de masse

En Italie, il n'y a pas de casernes sans comités de soldats, et même, parfois, de sous-officiers. La semaine dernière, une journée de mobilisation a connu un grand succès. Le mouvement des appelés et des engagés se développe partout, avec des formes différentes, et sur la base d'une crise réelle et profonde de l'institution militaire.

C'est pour le montrer que nous publions une interview d'un camarade du secteur armée du PDUP italien.

TS : Quels sont aujourd'hui les rapports noués entre le mouvement des soldats et la classe ouvrière, concrètement, sur le plan local ? Comment l'opinion populaire en général perçoit-elle ce mouvement ?

PDUP : En janvier, les comités de soldats ont diffusé dans la rue des tracts de soutien aux grévistes de l'usine Fiat-Mirafiores. Il existe, en effet, tout un réseau de relations entre les comités de quartier et les comités de soldats.

Dans d'autres villes, les choses ont pu se passer tout autrement et les « noyaux » (c'est comme ça qu'on appelle les comités de caserne) ont noué des rapports directs avec les unions locales ou les fédérations provinciales des syndicats. Il y a aujourd'hui des rapports avec les Chambres de travail — équivalentes des Bourses du travail où l'ensemble des syndicats des diverses centrales représentées localement sont regroupés — à Rome, Milan, Bologne et Turin ; ils se multiplient ailleurs. Les Chambres de travail acceptent d'héberger des réunions organisées par les comités de soldats. C'est même à l'initiative des fédérations des métaux et de la chimie de Trévise qu'a été organisée en octobre une réunion d'information et de débats sur les problèmes des comités et de la démocratisation dans l'armée, avec participation de militants syndicaux et de re-

TS : De grandes manifestations nationales du mouvement des soldats sont organisées actuellement. Peut-on dire qu'il s'agit essentiellement d'un regroupement d'avant-garde ou, au contraire, d'un mouvement de masse ?

PDUP : En dépit des différences locales, au plan national, il s'agit maintenant d'un mouvement de masse, pas d'une avant-garde. Le tournant décisif dans cette progression date d'avril 1975. Le 25 avril, date anniversaire de la chute du fascisme, dans diverses villes et sans coordination préalable, les soldats sont sortis des casernes en masse pour manifester. On a constaté alors que le mouvement évoluait vers une caractérisation de masse avec sa spontanéité.

Ce n'était pas la première fois que les soldats manifestaient publiquement. Depuis la grande manifestation pour le Chili de septembre 1974 à Rome, des centaines de soldats participent à toutes les grandes manifestations internationalistes, en tête du cortège. C'est maintenant devenu un spectacle tout à fait cou-

TS : Peux-tu nous en dire plus long sur ce mouvement des sous-officiers ? Pourquoi luttent-ils contre le nouveau règlement ?

PDUP : Il n'y a pas beaucoup d'antagonisme entre les soldats et les sous-officiers. Ce sont des engagés qui viennent des régions les plus défavorisées. Ils sont pris entre

présentants des soldats. Plus récemment, la grande assemblée des délégués des comités de soldats de toute l'Italie s'est tenue à Rome le 22 novembre au siège national de la fédération des métaux.

L'appui de la classe ouvrière est une garantie que la revendication démocratique dans les casernes est une revendication populaire dans l'opinion publique en général. La démocratisation dans les casernes doit être appuyée par des forces très vastes pour éviter de créer une image dont nous ne voulons pas : l'idée que le mouvement des soldats est « le bras armé de la classe ouvrière », seule. La démocratisation de l'armée sert les intérêts d'un mouvement populaire qui déborde la classe ouvrière.

Les comités de caserne sont de moins en moins clandestins. Dans certaines unités, les responsables des comités affrontent la hiérarchie à visage découvert. Dans d'autres, les « noyaux » ont déjà cessé d'être clandestins vis-à-vis de la troupe et c'est l'unité entière qui constitue le mouvement de masse. Dans d'autres, les structures sont plus faibles et encore clandestines.

rant. A la manifestation sur le Portugal du 29 novembre, ils étaient particulièrement nombreux. Mais, le 25 avril, c'était la première fois qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation centrale des avant-gardes. On a pu, alors, organiser une assemblée nationale sans que ce soit artificiel.

L'assemblée nationale du 22 novembre réunissait 250 délégués représentant 180 comités. Son thème principal était la lutte contre le règlement de discipline militaire en préparation. L'assemblée a décidé de fixer au 4 décembre une journée nationale de lutte. La date a été publiquement annoncée : par conséquent, les officiers étaient au courant et la hiérarchie a multiplié les obstacles. Des manifestations de rue ont eu lieu pourtant, auxquelles participaient de nombreux sous-officiers.

deux feux et ne se sentent pas solidaires des officiers.

Le mouvement des sous-officiers est récent. Il est parti surtout des

sous-officiers de l'armée de l'air, qui sont bien plus proches, par leurs tâches et leur statut professionnel, de travailleurs civils. Il s'est très rapidement étendu à toute l'Italie. Aujourd'hui, il y a des comités de sous-officiers très solides à Pise, dans toute la Vénétie, à Rome, à Brescia, à Catane en Sicile, à Cagliari. La répression qui les frappe est assez forte, mais ils ont une capacité de défense supérieure.

Ce mouvement est très jaloux de son autonomie et les sous-officiers n'acceptent pas d'orateurs des partis politiques dans leurs réunions, seulement des représentants syndicaux. On peut parler de deux tendances, l'une plus politique, l'autre plus strictement trade-unioniste pour la défense des intérêts professionnels.

Les deux tendances sont solidaires sur l'autonomie. Cela n'empêche pas du tout des relations excellentes avec le mouvement des soldats. Ces relations se nouent normalement, non pas au niveau de la

caserne, mais au niveau des coordinations zonales, qui réunissent tous les 10 jours environ les délégués de tous les comités de soldats des casernes d'une région, avec des représentants des sous-officiers, en même temps que des représentants des comités de quartiers et des unions locales syndicales.

Tout le monde est uni contre le nouveau règlement militaire. Dans certains cas, c'est même à travers les sous-officiers que les comités de caserne sont entrés en relation avec les syndicats. Il y a déjà eu quatre réunions nationales des sous-officiers : la dernière, le 15 novembre, a décidé de proposer une journée de lutte aux soldats contre le règlement en préparation.

De leur côté, les soldats ont inventé une nouvelle forme de lutte qui permet de tester l'influence de masse du comité de caserne : la grève des repas. Pendant plusieurs jours, les soldats se rendaient au réfectoire mais refusaient de manger pour marquer leur refus du nouveau chef d'unité.



6 DECEMBRE 1975 SUPPLEMENT au N° 681

nous sommes en guerre, en guerre... subversive



RECUEIL D'ARTICLES PARUS DANS T.S.

PRIX 5 frs

le bac : une histoire ancienne ?

C'est le réveil ! Bien sûr, un réveil encore limité, encore partiel, mais les luttes étudiantes d'aujourd'hui préparent la reconstruction d'un mouvement étudiant. Dans la lutte de Vincennes qui est au centre de l'agitation actuelle, un mot d'ordre national apparaît au cœur des préoccupations de tous les étudiants : « **facs ouvertes aux non-bacheliers, à tous les travailleurs** ».

C'est la réponse la plus immédiate aux projets Haby-Soisson de restructuration de l'Université. Soisson veut décourager les étudiants par les conditions d'études qu'il leur impose. Il pense qu'il y en a trop en France. Non ! Il n'y a pas trop d'étudiants dans ce pays où l'on manque de professeurs, d'instituteurs, de médecins, etc. Il y a trop de chômeurs ! Trop de gâchis ! C'est l'Université des patrons, l'Université concurrentielle. Toutes les luttes pour l'amélioration des conditions matérielles doivent prendre pour cadre des objectifs plus généraux : le contrôle des travailleurs sur la formation, la lutte contre le plan Soisson. C'est là où Vincennes montre la voie.

Devant la pression des étudiants, Soisson vient de déclarer à la radio que « **bientôt, toutes les Universités seront ouvertes aux non-bacheliers** ». Faux semblant ! En réalité, cette déclaration est liée à la disparition du bac projetée par Haby. Le bac aux poubelles, c'est l'examen de fin d'études secondaires qui le remplacerait, sans ouvrir obligatoirement la porte aux Universités. Il faudrait encore un « **test d'aptitude** », selon les techniques du **QI** (quotient intellectuel), code de classe qui renforcerait la sélection vis-à-vis des travailleurs. Ne nous y trompons pas. La lutte pour l'ouverture des facultés sera rude et longue. Elle nécessitera un large front unitaire des travailleurs, enseignants, étudiants, sans lequel la lutte de Vincennes n'ouvrira aucune perspective nationale.

C.N.

● aix : Soisson en justice

Les étudiants de l'UER de psychosociale de Provence attaquent Soisson en justice ! En effet l'administration de la faculté a accepté les droits d'inscription des étudiants, s'engageant à assurer l'enseignement et l'organisation des examens selon les normes qu'elle a elle-même établies. Il y a donc eu contrat, dont l'administration a accepté les clauses en sachant pertinemment qu'elle était dans l'impossibilité de remplir ses obligations.

Une commission juridique a été créée pour la condamner, ainsi que le ministère de l'Education, à prendre

ses responsabilités, c'est-à-dire à assurer une rentrée dans l'ordre. Son rôle est de regrouper les demandes de procédure administrative. Beaucoup d'étudiants ont signé.

Cette procédure doit nous permettre de débloquer la situation et de nous adresser sur le plan national à tous les étudiants de psychosociale (Vincennes, par exemple). La commission juridique s'est fixée pour but de placer le ministère de l'Education devant ses propres contradictions, en utilisant les rouages de la justice sur laquelle il appuie son pouvoir.

● vincennes : en tête de ligne

Depuis quelques semaines, les étudiants de Vincennes sont en grève, en soutien au personnel et aux enseignants. Les conditions d'accueil, cette année, particulièrement dramatiques, reflètent un état de désorganisation générale de l'Université. Les conditions élémentaires d'études ne sont même pas réunies !

- 30 000 étudiants dans une Université conçue pour 8 000,
- 1 table pour 11 étudiants,
- 1 chaise pour 4 étudiants,
- 1 professeur pour 100 étudiants,
- 2 bibliothèques, 1 restaurant pour 30 000 étudiants,

- 2 infirmières pour 30 000 étudiants, pas un seul médecin !
- un budget de misère, des locaux dégradés,
- des conditions d'hygiène et de sécurité type « CES-Pailleron » (à Jus-sieu, le problème de l'amiante est posé).

Pour élargir leur lutte, jeudi 4 décembre, à l'appel de Vincennes, plus d'un millier d'étudiants et d'enseignants ont manifesté jusqu'au secrétariat aux Universités. Quelques étudiants l'ont même occupé pour exiger des négociations immédiates.



Les revendications sont simples : la remise en état des salles de cours, le respect des règles d'hygiène et de sécurité, l'augmentation du nombre d'enseignants, l'extension des locaux d'accueil et de fonctionnement, l'augmentation des crédits en fonction des besoins de l'Université, l'abolition du **numerus clausus** dans les autres Universités, l'ouverture des autres Universités aux non-bacheliers,

l'abrogation du décret Soisson, discriminatoire et néo-colonialiste contre les étudiants étrangers.

Vincennes depuis des années a été une expérience unique, liée au mouvement revendicatif de 1968. C'est pourquoi Soisson veut frapper. Vincennes ne doit pas être isolé. Au contraire, dans toutes les Universités, nous devons réclamer l'ouverture aux travailleurs.

l'affaire Papinsky

une grève contre l'arbitraire

Instituteur, Jacques Papinsky enseignait l'Anglais au CEG de Longuyon en 1966. Inspecté par un non-angliciste, il ne retrouve pas son poste à la rentrée 1967. Redevenu instituteur de 1967 à 1974, il effectue de nombreuses démarches. Ulcéré par ses échecs, Papinsky publie en mai 1974, le boui-boui, pamphlet contre l'inspection dans l'enseignement : il nomme, dénonce, et met en scène tous les « administrateurs » qui ont réussi à étouffer son affaire.

Il est suspendu et révoqué. Quelques jours après, tombe une seconde sanction : interdiction d'enseigner à vie. Un comité de soutien se constitue, composé de parents d'élèves et d'enseignants, à l'initiative de l'Ecole émancipée. En décembre 1974, le conseil supérieur de l'Education lève l'interdiction d'enseigner à vie, mais le ministère refuse de réintégrer Papinsky (lui proposant d'être maître assistant d'Anglais à l'étranger).

Lassé de tous ces attermolements, Papinsky a donc entamé une grève de la faim pour obtenir sa réintégration.

Le SGEN-CFDT a engagé une procédure de cassation pour vice de forme. Le conseil syndical CFDT de l'usine d'Homécourt a pris position en sa faveur. Sans apporter sa caution à ce qu'a pu faire, dire ou écrire Papinsky, la CFDT est ainsi solidaire de lui dans son combat.

Au moment où Haby met l'accent sur le rôle correctif de l'inspection, où de nombreux enseignants récusent ces formes de contrôle de leur travail, il faut soutenir Papinsky, lutter pour obtenir des garanties concernant la liberté et l'indépendance des enseignants contre l'arbitraire.

Assises du gis

Le Valium ou changer la vie?

Le Groupe information santé (GIS) a réuni ses assises où près de 200 militants, pour la plupart médecins, sont venus discuter le rôle, la place et les moyens d'agir dans la lutte contre l'organisation capitaliste de la santé. Né des comités d'action-santé de mai 1968, le GIS s'est donné pour tâche de rompre l'isolement entretenu par le corps médical entre la médecine et la réalité sociale : « **Politiser le fait médical, c'est trouver ce qui, dans la maladie, malgré l'écran de la médecine, proteste contre l'ordre social et, par conséquent, dans sa conscience élaborée, le menace** ». (J.C. Pollack - Ed. Maspero, La médecine du capital).

C'est le GIS qui a été à l'origine du manifeste des « médecins-avorteurs » qui a profondément divisé la corporation et surtout introduit l'illégalité dans un acte médical. Des femmes ont pris en main la pratique de l'avortement et affirmé la libre disposition de leur corps. Les patients se transformaient en acteurs...

Les patients devenus acteurs

C'est encore le GIS qui était aux côtés des travailleurs de Pennaroya ; c'est encore lui qui a dénoncé sur la place publique les contrôles médicaux organisés par les patrons et l'accord entre le CNPF et le conseil de l'Ordre. Sa dernière initiative, le manifeste contre l'Ordre, a recueilli plus de 1 500 signatures de médecins refusant de payer leur cotisation (obligatoire).

Aujourd'hui, après l'école, l'Eglise, la magistrature et bien sûr l'armée, l'institution médicale est traversée par une crise grave. D'une part, le développement sauvage du capitalisme, avec son cortège de nuisances et d'agressions, a montré aux yeux de tous le caractère fondamentalement pathogène de la société. Sur cet aspect, la bourgeoisie ne peut répondre que par la surconsommation médicale (tout en s'attaquant à la Sécurité sociale).

D'autre part l'inflation médicale ne peut plus masquer l'impuissance du médecin. De là est né le malaise profond à l'intérieur de la profession qui voit son rôle magique perdre de son charme. Le malade exige maintenant de son médecin ce qui n'est déjà plus en son pouvoir. « **Quand le capitalisme agresse et névrose, le médecin répond par le Valium mais ne peut changer la vie** »... (1).

Les médecins du refus

Le mûrissement de la crise de l'institution médicale allait pro-

voquer celle du GIS. En effet, du manifeste contre l'Ordre, sont nées des organisations de type syndical regroupant des médecins désireux de porter le fer, au sein même de l'institution, à l'image du Syndicat de la magistrature.

A l'occasion des assises de l'Ordre, qui tente de ravalier sa façade lézardée, s'est tenue, à l'initiative du Mouvement action santé, (MAS), une conférence de presse où différentes organisations (2) ont décidé de frapper ensemble et de refuser toute juridiction d'exception.

Les médecins du refus passent du stade de la contestation individuelle à celui du refus collectif, sur la base d'une critique politique de leur travail quotidien, en liaison avec les luttes des travailleurs.

« **Le problème pour nous est politique, ont-ils expliqué, c'est l'affaire d'une population qui est soignée et non d'un Ordre qui juge comment on doit le faire** ».

C'est pourquoi le GIS, regroupant des médecins et des non médecins, doit se redéfinir. En effet, la naissance des organisations de médecins n'invalident pas le projet du GIS. Il a sa place, il l'a montré à maintes reprises ; mais il faut qu'il puisse se transformer en un « **centre d'initiative et d'information sur la santé** » regroupant des médecins, des syndicalistes, des militants des associations familiales, du cadre de vie... Ce centre mettrait au service des travailleurs et de leurs organisations des connaissances, des informations, des films, et devrait être un lieu de réflexion et d'initiative contre l'organisation capitaliste de la santé.

Patrick SILBERSTEIN ■

(1) Augmentation de 290 % de la consommation des tranquillisants qui représentent 30 % de la consommation totale de médicaments. Celle d'alcool a augmenté de 23 %.

(2) SNG, GRIAS, AMSPO, Santé et population, GIS.



L'ordre national des médecins

Un vestige du passé

L'Ordre national des médecins a regroupé 2 000 congressistes samedi et dimanche 6 et 7 décembre. Il reste ce qu'il est, malgré la pseudo-volonté de réforme annoncée par son président Lortat-Jacob. La discussion d'un nouveau code de déontologie pendant deux jours n'a servi en fait qu'à intégrer cette « clause de conscience », véritable défi à l'extension de la législation de l'avortement, puisqu'elle permet à certains médecins de refuser de le pratiquer. Attaqué de toute part, le conseil de l'Ordre résiste, mais cette féodalité devra être supprimée. Dans leur bulletin, nos camarades de la Meuse expliquent pourquoi.

◆ L'Ordre s'est toujours refusé à poser réellement le problème de la santé dans la société. Accroché à ses conceptions de classe d'un autre âge, il s'est opposé à tout changement des conditions d'exercice de la médecine, s'opposant en particulier à la médecine sociale et préventive. Il n'a jamais ni soutenu ni défendu l'hospitalisation publique. Il ne s'est jamais prononcé sur le manque de moyens des hôpitaux publics, préférant soutenir les établissements privés.

Dernièrement, il s'est opposé — allant jusqu'à faire pression sur les parlementaires — à la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse. Ses positions sont hypocrites. S'il refuse convention, tarification des actes, médecine salariée, c'est soi-disant au nom des malades, taisant toujours soigneusement dans ses déclarations les intérêts matériels réellement en jeu. Il s'oppose au nom de la morale à l'avortement ; mais, comme l'a rappelé le Pr. Minkovski, « le milieu médical a toujours pratiqué entre copains, et en toute impunité, l'avortement pour les membres de sa famille et pour ses amis ».

L'Ordre se présente comme le garant et le défenseur de la qualité de la médecine. En dehors de ce rôle conservateur et antisocial, l'Ordre ne sert à rien d'essentiel. Ses fonctions administratives ne font que dépendre de celles de l'administration centrale ou préfectorale. Ses fonctions disciplinaires servent surtout à étouffer les plaintes des malades contre les médecins en leur retirant le caractère public qu'a une action devant un tribunal ordinaire. Mais par contre on a souvent, longtemps et vainement, attendu des prises de position, autres que de principe, contre des pratiques malhonnêtes, inutiles ou dangereuses.

Bien que peu représentatif du corps médical (30 % de participation aux élections des conseils de l'Ordre), il utilise l'obligation qui est faite à tout médecin de s'y inscrire, pour défendre les privilèges de quelques uns, au nom de tous. Actuellement, le mouvement de refus de paiement des cotisations obligatoires (manifeste des 600), se développe. Il s'agit surtout de faire disparaître ce vestige du passé, obstacle à une médecine réellement sociale, au service de tous, et non au service des intérêts de quelques-uns.



Le spectre de Chypre

Couve de Murville n'a pas réussi l'opération, pourtant bien enclenchée, qui consistait à casser l'opposition islamo-politique, en isolant la gauche et surtout les extrémistes libanais et palestiniens.

Dans la mesure où cette solution préservait l'entité libanaise, et envisageait à moyen terme une révision de la constitution (ou plutôt de son application !), elle avait la faveur d'une majorité de Libanais et de l'OLP, soucieuse de ne pas s'enliser dans une solution palestinienne sans Palestine, bienvenue pour l'impérialisme américain (voir l'article de TS le n° 677 du 8 novembre).

La partition du Liban semble être en effet devenue but avoué d'Israël qui, en bombardant récemment les camps palestiniens, ne perd jamais l'occasion de peser sur les tensions politiques et militaires libanaises. A droite comme à gauche, le danger de la partition est désormais compris, non seulement dans sa signification nationale mais aussi régionale.

Il n'en demeure pas moins qu'une frange de la population chrétienne, et en particulier les Kataëb et le PNL, est de plus en plus sensible à l'idée d'un petit Liban chrétien lié politiquement, militairement et économiquement, à l'impérialisme (OTAN, CEE notamment). Le développe-

ment des affrontements confessionnels, comme ceux du dernier week-end dont on a dit qu'ils étaient une Saint-Barthélémy, la violence avec laquelle les milices chrétiennes, débordant même leurs chefs, ont massacré des centaines de musulmans, ne peuvent qu'enfoncer le Liban dans l'impasse.

Deux issues sont possibles. La première, envisagée pour diverses raisons tactiques par la majorité des organisations libanaises ou palestiniennes, envisage la réconciliation nationale et quelques réformes pour sauver le pays de la deuxième solution, la partition.

Or la première solution risque de s'avérer impossible, car, dans

ce pot-pourri des contradictions arabes qu'est le Liban depuis sa formation, éclatent en même temps les conflits sociaux et la question des nationalités embrouillées par le confessionnalisme, avec de surcroît la question palestinienne (qui n'est pas, comme certains veulent le faire croire, le détonateur d'une situation par elle-même explosive).

La Résistance palestinienne pèse de tout son poids, ainsi que la Syrie, pour éviter la partition (réception de Gemayel à Damas). Mais, pour éviter la partition, la lutte contre les milices de droite, affaiblies certes, et surtout contre l'armée qui risque d'intervenir, ne peut qu'entraîner à terme le gros des commandos du Fath à s'interposer pour « défendre le Liban », enclenchant ainsi le processus de partition et d'invasion israélienne dans le Sud. De plus, la partition démographique, qui existait déjà en partie, s'est renforcée, malgré la présence et le développement dans les zones chrétiennes de mouvements antiphalangistes et antipartition. La partition politique n'attend plus, pour être réalisée, qu'une sanction militaire, libanaise à

Beyrouth et israélienne dans le Sud.

Pour éviter une telle issue, le front d'opposition, et en particulier le front progressiste, sauront-ils, à côté de la lutte militaire, développer l'argumentation politique et proposer à toute une partie de la population chrétienne des solutions qui puissent apporter au moins un début de réponses aux problèmes sociaux, constitutionnels, et à la question des nationalités qui éclate aujourd'hui au Liban avant d'éclater ailleurs dans le monde arabe ?

Jean JULLIEN ■

OLP-PSU

une rencontre fructueuse

Dans le cadre des échanges réguliers entre le PSU et l'OLP, une délégation de l'OLP, conduite par E. Kallak, directeur du bureau d'information et de liaison de l'OLP en France, et une délégation du PSU, conduite par M. Mousel, secrétaire national, se sont rencontrées le 6 décembre 1975 à Paris.

Au cours de cette rencontre la délégation du PSU a présenté les résolutions adoptées par le Conseil national du PSU sur la Palestine et le conflit au Moyen-Orient.

La délégation de l'OLP a exposé l'évolution de la situation dans la région et souligné le renforcement du soutien international à la juste cause du peuple palestinien.

Les deux délégations ont estimé que la résolution de l'assemblée générale des Nations-Unies sur le sionisme est l'occasion de dénoncer plus largement, en Occident, la pratique expansionniste et raciste de l'Etat sioniste.

Les deux délégations condamnent les bombardements israéliens contre les camps civils palestiniens et les villages libanais. Elles considèrent qu'ils marquent l'isolement croissant des dirigeants israéliens, qui continuent à essayer de fuir la bataille politique en perpétrant de nouveaux crimes.

Le PSU a réaffirmé son adhésion totale à la cause et à la lutte du peuple palestinien contre l'impérialisme et le sionisme et la réaction. Il a renouvelé son soutien à l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

Communiqué commun PSU-OLP, 8 décembre ■



Cinéma

Le Liban dans la tourmente

Le Liban dans la tourmente (1) est un film qui ne peut qu'être incomplet pour ceux qui ont pu éprouver le vertige devant la complexité du Liban, de ses structures socio-économiques, de son Etat, de sa vie politique, de sa place dans le contexte régional (problèmes arabo-israéliens et israélo-palestiniens).

Il a le mérite d'exister, bien qu'il eût été souhaitable de raccourcir quelques interviews au profit d'images sur la réalité des camps de réfugiés, des bidonvilles chiïtes, de la misère paysanne.

En situant, avec les interviews, le film au niveau des rapports entre forces

politiques, les auteurs s'adressent en fait aux spécialistes sans les contenter.

On peut souhaiter que d'autres films viennent et, par juxtaposition, nous montrent les mille et une cases de la grande partie d'échec qui se joue là-bas. J'ai passé un très bon moment à contempler devant moi une rangée de Libanais courageux et riches, venus applaudir Gemayel... à Paris, s'exclamant, à chaque fois qu'apparaissait à l'écran un chite, un druze ou un quelconque ouvrier ou paysan « mais ce n'est pas un Libanais ! ». Le problème est de savoir en effet s'il y a un Libanais ou des Libanais.

(1) Cinéma Olympic. Paris-XIVe arrondissement ■

Sur le plan politique, la question centrale reste, dans ce Portugal « post 25 novembre », la formation du 7e gouvernement. Avec ou sans le PC ? Avec ou sans le PPD ? Sur la base d'un nouveau pacte MFA-partis, mais quel MFA ? Et quel pacte ? Ceux qui tiennent à ce que le PC soit présent indiquent par là qu'ils comprennent que la classe ouvrière n'a pas été défaite et qu'il faut la contrôler, ou du moins canaliser son potentiel de lutte. Ceux qui refusent veulent pousser jusqu'au bout l'initiative de la droite, et casser le mouvement ouvrier.

Ce débat traverse aussi bien les « neufs » (dont la division s'accroît), que le PS (qui, en perte de vitesse, cherche à se démarquer à gauche et à « retrouver son image de parti des travailleurs » comme l'écrit le journal *novo*) ou le PPD (qui se croit, sur la base de sondages, le vent en poupe).

Le fait nouveau important, c'est la scission qui vient d'avoir lieu au congrès du PPD. Une petite fraction, sans base, regroupée autour d'une « plate-forme social-démocrate pour le socialisme », a donc rompu, mais la polarisation politique qui demeure ne lui laisse même pas les chances de devenir une espèce de mouvement des radicaux de gauche portugais. Le PS pourra tout de même s'en servir pour temporiser.

Dans le mouvement ouvrier, des combats revendicatifs s'annoncent pour maintenir les acquis des conventions signées récemment (métallurgie, construction civile), mais remises en cause.

Dans l'extrême gauche, le danger réside, selon l'éditorial de *Repubblica* du 30 novembre, à passer « du triomphalisme au catastrophisme » et à adopter des méthodes de lutte de type « résistance antifasciste ». Au plan militaire, la restructuration de l'armée avance, mais là aussi, des obstacles s'interposent. Un représentant des SUV vient, au cours d'une conférence de presse en Suède, de condamner sévèrement « les officiers responsables de la tentative de coup militaire... dangereuse aventure qui ne comptait pas sur l'appui des soldats et des travailleurs radicalisés ». Il assure que les SUV « même après l'épuration des derniers jours, continuent leur action ».

Rien n'est donc totalement joué, et il dépend beaucoup des forces révolutionnaires, réorientées et réorganisées, que le rapport de forces se modifie. C'est ce dont la Direction politique nationale du PSU a débattu dimanche 7 décembre (voir le document ci-dessous). Quant au mouvement de solidarité (et son organe *Portugal-Information*), son premier objectif doit être d'obtenir la libération de tous les prisonniers, et le respect des droits d'expression, d'organisation et de manifestation.

Maurice NAJMAN ■



C'est au moment où le 6ème gouvernement se trouvait dans une crise profonde que les événements du 25 novembre ont abouti à une transformation brutale du rapport des forces dans le pays.

Expliquer l'échec de la gauche militaire, c'est expliquer pourquoi le problème à l'ordre du jour n'était pas celui de la prise de pouvoir, mais celui d'une formule gouvernementale transitoire permettant le développement des formes de double pouvoir.

En effet, à la veille du 25 novembre, le pouvoir populaire restait encore embryonnaire, la gauche révolutionnaire n'avait pas défini les termes d'une politique alternative, aussi bien du point de vue stratégique et tactique que du point de vue des alliances nécessaires. Par contre, le PC reprenait l'offensive et, s'appuyant sur le mouvement de masse, tendait à prendre progressivement le contrôle des structures de coordination du pouvoir populaire, surtout dans la ceinture industrielle de Lisbonne. Ceci, dans le but de renégocier sa place dans un autre gouvernement.

D'autre part, sur le plan social, on assistait à une montée d'une grande partie de la paysannerie propriétaire contre la réforme agraire, rendant ainsi manifeste l'isolement relatif de la classe ouvrière n'ayant pas encore réussi à tisser autour d'elle des alliances nécessaires à son succès.

Dans ce contexte, le problème de la prise de pouvoir révolutionnaire ne pouvait se poser. Par contre, préserver les conditions de maintien et de développement du pouvoir populaire imposait la création d'un cadre politique général favorable qui aurait pu permettre un développement des organisations autonomes pouvant se transformer en véritable pouvoir alternatif.

Parallèlement, la droite bourgeoise mettait en place les éléments d'une

contre-offensive : mobilisation des forces sociales (en particulier petite paysannerie, classes moyennes salariées) jusque-là hésitantes, mais aujourd'hui gagnées à elle.

— Sur le plan politique, il s'agissait de consolider l'alliance PPD-PS visant à isoler le mouvement ouvrier dans le but, à terme, d'établir une direction bourgeoise unique, débarrassée du PS.

— Sur le plan militaire, la condition de réalisation de cette politique était le retour des militaires dans leur caserne, le premier objectif étant de briser la gauche militaire, qui garantissait jusque là l'existence du mouvement des soldats, paralysait les capacités opérationnelles antipopulaires de l'armée (échec de l'AMI).

C'est dans cette situation que s'insère le jeu de Melo Antunes et du groupe qui le suit. Ce groupe, disposant d'une importance politique disproportionnée à sa base sociale et militaire, a toujours pour objectif l'établissement d'un gouvernement PPD-PS-PCP où le MFA, reconstruit autour de ce groupe, aurait eu l'hégémonie politique.

C'est dans ce but qu'Antunes, dans un premier temps, a cassé le gouvernement de Vasco Gonçalves, représentant d'un autre projet cherchant l'hégémonie (un courant socialiste autoritaire dans l'armée, appuyé par le PCP).

Cette politique a permis la relance de l'offensive des forces de la bourgeoisie. Risquant d'être débordé par ces forces, Melo Antunes cherchait de nouveau une solution de conciliation avec ceux qu'il avait affaiblis (réunion du 9 novembre avec les gonçalvistes, le COPCON et Fabiao).

L'échec de cette tentative, dans le contexte de crise du gouvernement, laissait prévoir une rupture brutale.

C'est ce qui explique les événements du 25 novembre et les tentatives de résolution de la crise politique et sociale par des moyens strictement militaires, en particulier de la part des forces principales de l'extrême gauche.

Les conséquences des événements du 25 novembre se situent à deux niveaux :

— sur le plan militaire, il s'agit d'une victoire de la droite qui atteint son objectif premier : casser la gauche militaire ;

— sur le plan politique, la modification du rapport des forces en faveur de la droite hypothèque le projet de Melo Antunes et fait planer des doutes sur la réalité de sa « victoire ». En effet, autant le coup de force de la droite se situait dans une phase ascendante de constitution d'un bloc social de la contre-révolution, autant les tentatives de la gauche militaire et d'une partie de la gauche révolutionnaire se situaient en dehors du mouvement populaire et en marge de ses objectifs. La classe ouvrière est ainsi restée spectatrice des événements, et c'est pourquoi elle garde ses forces intactes, tout en étant démoralisée pour avoir été indirectement battue.

À l'intérieur du mouvement ouvrier, le PCP renforce son influence au détriment de l'extrême gauche et apparaît comme la seule direction politique et le rempart contre les forces de droite. Ceci ne sera pas sans conséquences négatives sur les mobilisations futures des travailleurs et les formes du mouvement de masse (stérilisation des organes de pouvoir populaire en particulier).

Pour l'extrême gauche, en recul et désemparée, s'ouvre une période de réflexion et de restructuration dont on ne peut prévoir l'issue.

Une nouvelle période s'ouvre donc dans le processus portugais. La bataille politique passe désormais au premier plan : le danger principal est la marche

en avant de la bourgeoisie dont l'un des objectifs est une victoire électorale de la droite PPD-CDS.

Face à cette poursuite de l'offensive réactionnaire, l'alliance défensive Melo Antunes-PCP est battue d'avance, car la recherche d'un compromis politique avec la bourgeoisie, dans l'espoir que ce compromis résistera aux prochaines élections, est une illusion. Quant à l'idée de reconstruire un MFA, front militaire antifasciste qui ne pouvait résister longtemps aux contradictions de classe, pour constituer une garantie contre la droite, elle est pure utopie.

Seule la mobilisation populaire peut permettre au mouvement ouvrier de faire échec à la droite.

Aujourd'hui, la bataille politique concerne la nature du 7ème gouvernement et ses rapports avec le mouvement populaire. Dans cette bataille, sont en jeu la reconduction du compromis PPD-PS, ainsi que la continuité du compromis Melo Antunes-PCP. Sur ces deux plans, des contradictions s'accroissent, et déjà des fissures entre le PPD et le PS, ainsi qu'à l'intérieur du groupe des « neufs », apparaissent. Une telle situation peut être mise à profit pour préparer une issue unitaire et anticapitaliste à la rupture PPD-PS.

La politique et la pratique du PCP constituent un obstacle à l'aboutissement d'une telle orientation qui suppose un projet socialiste et anti-autoritaire.

C'est le rôle historique de l'extrême gauche aujourd'hui de proposer cette perspective à l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Cela passe aujourd'hui par la bataille pour une alternative gouvernementale d'unité des travailleurs et de leurs organisations créant ainsi les conditions d'une contre-offensive.

Direction politique nationale du PSU - 7 décembre ■

espagne

la continuité franquiste



□ L'arrestation, huit jours après leur libération, de Marcelino Camacho et du père Garcia Salvez, qui avaient été tous deux condamnés lors du procès dit des 1001 contre les dirigeants des commissions ouvrières, donne l'exacte mesure de la libéralisation du régime, qui allait, si l'on en croit tant et tant de journalistes (et très particulièrement Marcel Niedergang du Monde) se produire dès que Juan Carlos serait proclamé roi.

En fait de libéralisation, ce sont des centaines d'arrestations qui se produisent actuellement en Espagne, sous l'autorité de Fernandez Miranda au Conseil du royaume, et de Arias Navarro dont les pouvoirs en tant que Premier ministre ont été élargis, et qui bénéficie de l'appui de plus en plus ouvert du « bunker ».

En fait, Juan Carlos a confirmé, beaucoup plus vite encore que prévu, l'analyse de tous ceux qui, en Espagne ou ailleurs — c'était notre cas —, estimaient que l'expérience royale n'était que la continuation du franquisme, et que la lutte pour la simple démocratie, a fortiori pour le socialisme, passait par une condamnation sans réserve de la tentative faite autour du jeune roi.

Cela était d'autant plus prévisible que les contradictions du régime en place ne cessent de s'amplifier et touchent toutes les forces sur lesquelles il s'est pendant longtemps appuyé.

Dans l'armée, le courant dit professionnaliste, sans parler de celui plus radical de l'Union militaire démocratique, ne cesse de gagner du terrain. L'armée, à tous les niveaux de sa hiérarchie, se pose des problèmes, quant à son statut, son rôle, et sa finalité. Le malaise est devenu perceptible à tous les échelons, ce qui ne veut pas dire qu'elle va calmement se ranger, et quoiqu'il advienne, dans le camp des vainqueurs. Mais ce qui veut dire qu'elle est devenue un champ d'influence, un terrain sensible aux mutations, et aux rapports de force.

Pour ce qui est de l'Eglise, si le phénomène post-conciliaire a touché maintenant l'essentiel de la hiérarchie, créant des tensions importantes, l'attitude du clergé dans son ensemble et de la masse des chrétiens a changé, et c'est fondamental. On ne saurait sous-estimer un phénomène qui, en Espagne, prend des proportions en-

core plus considérables qu'ici : la radicalisation des chrétiens, et le fait qu'ils ont, dans les milieux populaires, basculé vers le socialisme.

Enfin, troisième pilier du régime, les grandes banques et les grandes entreprises — sans parler des multinationales — entendent que soient prises un certain nombre de mesures, d'ordre politique et économique, qui rendent possible l'entrée de l'Espagne dans le marché commun.

Mais, quelles que soient ces contradictions, il est évident qu'elles ne suffisent pas, à elles seules, à faire échouer l'expérience en cours, à faire tomber le régime.

Les responsabilités du mouvement ouvrier dans cette phase de « rupture démocratique » sont singulièrement lourdes.

D'ores et déjà, la lutte engagée pour l'amnistie générale, l'instauration des libertés démocratiques, le retour des exilés revêt une importance considérable.

Les mots d'ordre peuvent permettre de rassembler non seulement toute la classe ouvrière, la paysannerie, les étudiants et les intellectuels, mais aussi de larges fractions des couches moyennes qui ne supportent plus la répression que le régime exerce, à tous les niveaux de la vie sociale.

Que la protestation dans les semaines qui viennent prenne une énorme ampleur, est le souci premier de tout le mouvement ouvrier des peuples d'Espagne, quelles que soient par ailleurs les divergences d'analyse, de tactique ou de stratégie.

Dans le même temps, le mouvement ouvrier en tant que tel, et les commissions ouvrières en première ligne, s'apprentent à l'occasion du renouvellement des conventions collectives à engager le combat contre le blocage des salaires, et la reconnaissance des droits syndicaux. Ce combat de classe, s'articulant avec la lutte plus générale pour les libertés politiques, doit permettre de renforcer le poids de la classe ouvrière et de ses organisations.

C'est dans les semaines qui viennent que se joue l'après-franquisme.

MARC ECHEVERRY ■

quand rouge fait de la politique-fiction

Dans son numéro 324, un article anonyme de Rouge s'attaque à deux de ses articles, et à un article de François Desmoulin, parus dans les numéros 676 et 677 de TS.

Notre tort : avoir écrit que le PCE avait raison, quand il affirmait qu'il n'attendait pas de permission pour ouvrir des permanences en Espagne ; nous être félicités de l'accord entre la Junte démocratique et la Convergence démocratique, et avoir estimé que c'était une avancée importante ; avoir enfin demandé que soit créé en France un comité de soutien aux forces antifascistes en Espagne.

Ce faisant, et Rouge, ne nous l'envoie pas dire, nous tombons purement et simplement dans la collaboration de classe.

Que la situation d'aujourd'hui en Espagne ressemble, par beaucoup d'aspects, à la situation créée dans la France de 1944 par la lutte contre le nazisme — avec l'ensemble d'ambiguïtés que celle-ci comportait, mais aussi avec la

nécessité impérieuse d'unir les couches les plus diverses de la population contre l'occupant nazi et ses complices de Vichy — ne vient pas un instant à l'idée du rédacteur de Rouge.

Non, lui, il tient pour une grève générale qui abattra la dictature. Avec qui la prépare-t-il ? Avec la LC, la LCR-ETA VI, L'OICE, le FRAP, seules organisations ayant une « audience nationale » qui ne sont pas tombées dans la collaboration de classe.

A ce degré de politique-fiction, il m'est impossible de répondre. Le dogmatisme est toujours bête, mais la bêtise érigée en dogme désarme le lecteur le plus amical.

Mais, au fait, Rouge pourrait-il m'expliquer pourquoi, dans trois pages consacrées à l'Espagne, pas une seule fois il n'est fait allusion aux commissions ouvrières ?

Christian Guerche